

ACCORD CADRE

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Et en présence de la Communauté d'Université et d'Etablissement Lyon Saint-Etienne (COMUE Lyon Saint-Etienne),

**L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2,**

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège social est situé 18 quai Claude Bernard, 69007 LYON,  
N° SIRET : 19691775100014, code APE : 8542 Z,

Ci-après dénommée l'« **ETABLISSEMENT** »,

Représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER,

D'une part,

**ET**

**LA SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES LYON SAINT-ETIENNE,**

Société par Action Simplifiée

Au capital de 1 000 000 Euros, Immatriculée au RCS de Lyon, sous le numéro B 799 917 414,  
Dont le siège social est situé 47, Boulevard du 11 Novembre 1918, CS 90170, 69625 Villeurbanne Cedex,  
N° SIRET : 79991741400028, Code APE : 7022Z,

Ci-après dénommée, sous sa marque déposée, « **PULSALYS** »,

Représentée par sa Présidente, Sophie JULLIAN,

D'autre part,

Ci-après dénommées individuellement la « PARTIE » et conjointement les « PARTIES ».

## PREAMBULE

Dans le cadre de l'action engagée par l'Etat français destinée à accroître l'efficacité du dispositif français de valorisation de la recherche, l'Etat a lancé une action « Valorisation - Fonds national de valorisation ». Le premier appel à projets du volet local de l'action « Fonds National de valorisation » visait à accroître l'efficacité du dispositif français de valorisation de la recherche publique, en améliorant significativement ses résultats que ce soit sous forme de licences, de partenariats industriels, de créations d'entreprises ou en facilitant la mobilité des chercheurs publics vers le privé et réciproquement.

L'objectif de cet appel à projets (ci-après l'« **Appel à Projets** ») était de sélectionner des projets de « sociétés d'accélération du transfert de technologies (SAT) ». Celles-ci ont vocation à regrouper l'ensemble des activités de valorisation de sites universitaires et à mettre fin au morcellement des structures pour améliorer significativement l'efficacité du transfert de technologies et la valeur économique créée. Cette démarche vise à instaurer une plus forte professionnalisation de la valorisation de la recherche et un renforcement des compétences.

Le PRES Université de Lyon, devenue COMUE Lyon Saint-Etienne, a répondu, tant en son nom qu'au nom et pour le compte de ses membres, à cet appel à projets, sous la dénomination « SAT Lyon Saint-Etienne ». Le dossier ainsi soumis a été retenu et labellisé le 13 mai 2013.

Outre le Programme Investissement d'Avenir (PIA), la mise en place de ces sociétés s'inscrit dans le cadre de :

- ☐ la loi N°99-587 du 12 juillet 1999 sur l'innovation et la recherche, notamment son article 2 qui a ouvert aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche la possibilité de création de filiales de valorisation;
- ☐ du décret N°2000-1264 et de l'arrêté du 26 décembre 2000 fixant les conditions dans lesquelles les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel peuvent prendre des participations et créer des filiales ;
- ☐ du décret N°2009-645 du 9 juin 2009 relatif à la gestion de la propriété industrielle des résultats issus de travaux de recherche réalisés par des fonctionnaires ou des agents publics et des autres textes pris pour son application, notamment l'arrêté du 29 juin 2010 et la circulaire d'application du 14 octobre 2009 ;
- ☐ du décret N°2014-1518 du 16 décembre 2014 relatif au mode de désignation et aux missions du mandataire prévu à l'article L533-1 du code de la recherche ;

Conformément aux engagements pris par les parties dans le cadre du contrat bénéficiaire (ci-après le « **Contrat Bénéficiaire** ») n° ANR-10-SATT-0012 signé avec l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et les actionnaires de PULSALYS notifié le 4 décembre 2013, l'ETABLISSEMENT souhaite confier, sous réserve du droit des tiers, à PULSALYS de manière exclusive la gestion des déclarations d'invention, la protection des résultats de recherche valorisables dans le monde socio-économique ainsi que la gestion des droits de propriété intellectuelle afférents sur le périmètre d'unités de recherche telles que définies en Annexe 1 du présent accord-cadre. Parallèlement à cette gestion, PULSALYS pourra notamment investir dans des projets de maturation afin d'établir la preuve de concept, accroissant ainsi les opportunités de transfert de technologie et la création de valeur sur son territoire. PULSALYS pourra également investir dans des projets d'incubation afin d'accompagner des projets de création d'entreprises de technologie innovante.

Au travers de cet engagement, l'ETABLISSEMENT souhaite se doter d'un outil technique performant au service de sa politique de recherche et de valorisation. En ce sens, l'ETABLISSEMENT déterminera souverainement sa politique de recherche, dont certains aspects seront mis en œuvre avec PULSALYS dans le cadre d'une stratégie concertée de co-investissement.

Cet accord-cadre est également conforme à la réglementation communautaire. En vertu de la jurisprudence de la Cour de justice, un établissement public est en droit de confier à un tiers la réalisation d'opérations qualifiées de "services de conseil en recherche développement intégrés".

Le présent accord-cadre et les missions confiées à PULSALYS sont conformes aux articles L112-1 ; L 533-2 et L 533-3 du Code de la recherche. PULSALYS agira en tant que structure dite adossée.

Le présent accord-cadre et ses annexes en faisant partie intégrante constituent ci-après l'« ACCORD ».

IL EST CONVENU CE QUI SUI

**SOMMAIRE :**

ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	5
ARTICLE 2 - OBJET .....	7
ARTICLE 3 - PROCESSUS D'INVESTISSEMENT .....	8
3.1. Activités de protection et de gestion de la PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	8
3.2. ACTIVITES DE MATURATION .....	11
3.3. CONTRAT DE LICENCE exclusive .....	12
3.4. CONTRAT D'EXPLOITATION .....	13
3.5. ACTIVITES D'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE .....	14
ARTICLE 4 - ACTIVITES DE PRESTATIONS .....	14
ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES .....	15
5.1. Engagements opérationnels .....	15
5.2. Force majeure .....	17
5.3. Personnel .....	17
5.4. Biens .....	18
5.5. Dommages Indirects .....	18
ARTICLE 6 - REVENUS PERCUS PAR PULSALYS ET PRINCIPES DE REDISTRIBUTION A L'ETABLISSEMENT .....	18
6.1. Répartition des REVENUS D'EXPLOITATION .....	18
6.2. Revenus issus des ACTIVITES DE PRESTATION de PULSALYS .....	20
6.3. Répartition des REVENUS DE CAPITAUX .....	20
ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT .....	20
7.1. Flux financier au profit de PULSALYS .....	20
7.2. Flux financier au profit de l'ETABLISSEMENT .....	20
ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE – COMMUNICATION .....	22
8.1. Confidentialité .....	22
8.2. Communication .....	23
ARTICLE 9 – RELATION ENTRE LES PARTIES .....	23
9.1. Comité d'Orientation Inter-Etablissement (COPIE) .....	23
9.2. Réunions bilatérales .....	24
ARTICLE 10 - DUREE / MODIFICATION .....	24
ARTICLE 11 - INTEGRALITE DE L'ACCORD .....	24
ARTICLE 12 - INVALIDITE D'UNE CLAUSE .....	24
ARTICLE 13 – RESILIATION .....	24
13.1. Résiliation suite à une suspension des financements de l'ANR .....	24
13.2. Résiliation pour défaillance .....	25

13.3. Résiliation consécutive à un cas de force majeure .....	25
13.4. Résiliation en cas de liquidation judiciaire .....	25
<b>ARTICLE 14 – DIVERS.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 15 – LITIGES – DROIT APPLICABLE.....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE 1 : liste des UNITES DE RECHERCHE.....</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE 2 : CONTRAT DE LICENCE exclusive.....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 3 : Contrat de MATURATION.....</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE 4 : Contrat de copropriété .....</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE 5 : Activité de PRESTATIONS .....</b>	<b>72</b>

## ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement. Les PARTIES conviennent expressément que les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :

**ACTIONNAIRES**: désigne les actionnaires du collège A tel que défini par les statuts de PULSALYS, soit la COMUE Lyon Saint-Etienne, agissant aux noms et pour le compte de ses membres dont l'ETABLISSEMENT, et le Centre National de la Recherche Scientifique actionnaires de PULSALYS.

**ACTIVITE D'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE** ou **ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE** : désigne de manière générale les activités de PULSALYS qui relèvent d'une opération d'évaluation et d'investissement par PULSALYS visant à accompagner un projet de création et/ou de développement d'une entreprise innovante ayant pour objet l'exploitation de RESULTATS d'une UNITE DE RECHERCHE.

**ACTIVITE DE DETECTION** : désigne de manière générale les activités de PULSALYS, réalisées à sa propre initiative visant à détecter au sein des UNITES DE RECHERCHE des RESULTATS et donnant lieu, le cas échéant, à l'établissement d'une DECLARATION D'INVENTION.

**ACTIVITE DE MATURATION ou MATURATION** : désigne de manière générale les activités de PULSALYS qui relèvent d'un INVESTISSEMENT de PULSALYS sur des RESULTATS, afin de les amener à un stade de maturité rendant possible leur transfert au monde socio-économique.

**ACTIVITE DE PRESTATION ou PRESTATION**: désigne de manière générale une activité relevant d'une des six catégories prévues dans l'article 2.1 de l'Appel à Projets et décrites à l'article 4 de l'ACCORD.

**ANNEE CIVILE** : désigne chaque période commençant le 1er janvier et s'achevant le 31 décembre.

**COMITE D'INVESTISSEMENT** désigne le comité instauré par PULSALYS conformément à ses statuts.

**COMITE D'ORIENTATION PROJET INTER-ETABLISSEMENT (COPIE)/COMITE COMPETENT** : désigne le comité réunissant notamment les membres de la COMUE Université de Lyon, dont l'ETABLISSEMENT.

**CONTRAT DE LICENCE ou LICENCE** : désigne les contrats de licence exclusive, avec droit de sous-licence, signés entre PULSALYS et l'ETABLISSEMENT (voire avec des tiers copropriétaires) visant à l'exploitation des RESULTATS.

**CONTRAT D'EXPLOITATION** : désigne tout contrat signé par PULSALYS avec un TIERS, visant à l'exploitation des RESULTATS, objet d'un CONTRAT DE LICENCE. Sont notamment des CONTRATS D'EXPLOITATION, les contrats d'option de sous licence, les contrats de sous licence à l'exclusion des CONTRATS DE LICENCE signés entre l'ETABLISSEMENT et PULSALYS, et de tout autre contrat sollicitant, pour leur exécution, la mise en œuvre des compétences d'une UNITE DE RECHERCHE, tel que des accords de transfert de matériel.

**COPROPRIETAIRES**: désigne les parties copropriétaires ou co-indivisaires des RESULTATS

**DATE DE CREATION DE PULSALYS** : désigne la date d'immatriculation de PULSALYS au registre du commerce et des sociétés, soit le 24 janvier 2014.

**DATE D'EFFET** : signifie la date de signature de l'ACCORD par l'ensemble des PARTIES.

**DATE D'EXERCICE DU DROIT DE PREMIER REGARD** : désigne la date à laquelle PULSALYS exerce son DROIT DE PREMIER REGARD conformément aux modalités définies à l'article 3 de l'ACCORD.

**DATE D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT DE LA DECISION DE PULSALYS DE REALISER UN INVESTISSEMENT** : désigne la date à laquelle PULSALYS informe l'ETABLISSEMENT de la DATE D'INVESTISSEMENT

**DATE D'INVESTISSEMENT** : désigne la date à laquelle PULSALYS a décidé d'engager un INVESTISSEMENT sur les RESULTATS.

DECLARATION D'INVENTION (DI) : désigne tout document déclaratif ou informationnel relatif à un ou plusieurs RESULTATS. Sont notamment assimilés à la DECLARATION D'INVENTION, la déclaration de logiciel, la déclaration de base de données et la déclaration de droit d'auteur.

DROIT DE PREMIER REGARD : désigne le droit reconnu par le MANDATAIRE, tel que défini ci-après, à PULSALYS, sous réserve de droits de TIERS, de pouvoir analyser tout RESULTAT en vue de prendre ou non une décision d'INVESTISSEMENT.

FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE : désignent les frais, facturés par le cabinet de propriété industrielle en charge de la PROPRIETE INTELLECTUELLE, par ses correspondants étrangers ou par la société de services en charge du paiement des taxes de maintien, ou d'autres parties (agences, notaires), engagés pour les opérations d'analyse de brevetabilité, de préparation, d'enregistrement, de dépôt, d'extension, de délivrance, de défense devant un Office des brevets et de maintien en vigueur de la PROPRIETE INTELLECTUELLE, toute action de sécurisation d'un savoir-faire ou pour le dépôt ou le référencement de logiciels, tel que les dépôts auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes.

INFORMATIONS CONFIDENTIELLES : désignent toutes informations ou données, quelle qu'en soit leur forme, notamment et non limitativement, des dessins, croquis ou modèles, des produits prototypes ou échantillons, des procédures, procédés et savoir-faire scientifiques et/ou techniques, ainsi que certains renseignements relatifs à des affaires financières, à des programmes commerciaux, au personnel, à la rémunération, la stratégie, les contrats, le matériel, les actifs, les clients et les concurrents et plus généralement toutes informations ou données, quelle qu'en soit la forme, divulguées par les PARTIES dans le cadre du présent ACCORD, par écrit, par oral ou par tout autre moyen de divulgation pouvant être choisi par les PARTIES pendant la durée de validité de cet ACCORD.

INVESTISSEMENT : désigne le montant total du financement imputable à un projet portant sur les RESULTATS validé par le COMITE D'INVESTISSEMENT et, le cas échéant, le Conseil d'administration de PULSALYS relativement à ce projet.

MANDATAIRE : désigne l'ETABLISSEMENT lorsqu'il se voit reconnaître la qualité de mandataire pour la gestion et/ou la valorisation pour le compte des COPROPRIETAIRES du RESULTAT en vertu d'une disposition légale, réglementaire ou contractuelle.

PERFECTIONNEMENT : désigne toute amélioration, brevetable ou non, apportée à un RESULTAT et juridiquement dépendant de celui-ci, c'est-à-dire ne pouvant être exploitée sans que se pose un problème de contrefaçon du RESULTAT, ou dont l'exploitation dépend juridiquement du RESULTAT au sens des lois sur la propriété intellectuelle applicables.

PRE-MATURATION : désigne de manière générique les activités de PULSALYS préalables à une MATURATION, pour l'évaluation juridique et/ou technico-économique des RESULTATS.

PROPRIETE INTELLECTUELLE : signifie tout type de droits exclusifs ou de monopoles de protection liés aux RESULTATS et notamment, cette liste étant non exhaustive :

(a) les inventions non brevetées, les brevets (y compris les brevets d'application, les brevets étrangers, les brevets divisionnaires, les re-délivrances, les continuations, les continuations partielles issues de ces brevets ou demandes de brevet, les projets de texte de brevet en attente d'un dépôt), les modèles, les dessins, les droits liés aux bases de données, les droits d'auteur (incluant, sans limitation, le droit des logiciels, les codes informatiques et toute forme de propriété intellectuelle similaire), les circuits intégrés, les certificats d'obtention végétale, les marques, les marques de service et les marques de fabrique, et les droits liés au secret industriel, aux données confidentielles, à la commercialisation trompeuse et à la concurrence déloyale ;

(b) les protections au titre du droit de la propriété intellectuelle, ainsi que l'extension de la durée de tout droit de propriété intellectuelle (y compris par le biais de Certificats Complémentaires de Protection) ;

(c) le matériel biologique et chimique ;

(d) les autorisations réglementaires, protections et les médicaments orphelins et les données cliniques ;

(e) les noms de domaine et dénominations sociales;

(g) tout autre type de propriété existant ou à venir ;

(h) le savoir-faire, étant défini comme un ensemble secret, substantiel et identifié d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience (les cahiers de laboratoire, les relevés de tests et qualifications....).

**RÉSULTATS**: désignent les résultats de recherche issus des UNITES DE RECHERCHE ayant fait l'objet d'une DECLARATION D'INVENTION, et pour lequel l'ETABLISSEMENT est désigné MANDATAIRE ou seul propriétaire.

**REVENUS D'EXPLOITATION**: désignent le produit hors taxes des revenus directs et indirects facturés et encaissés par PULSALYS auprès d'un TIERS, en application d'un CONTRAT D'EXPLOITATION, quelle que soit la forme prise par ce CONTRAT D'EXPLOITATION.

Ces sommes peuvent être de tout type (incluant, sans limitation, les encaissements de montants forfaitaires, les encaissements d'étapes de développement et/ou réglementaires, les recettes d'option, les redevances annuelles minimum et les redevances).

Sont également considérés comme des REVENUS D'EXPLOITATION, sous réserve des dispositions prévues à l'article 11 du modèle de LICENCE en Annexe 2 du présent ACCORD, les revenus perçus par PULSALYS d'un contrefacteur de droits de PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, suite à une conciliation ou une action en justice, déduction faite des frais de procédure, y compris les frais d'avocat, engagés par PULSALYS ou les frais éventuellement engagés par l'ETABLISSEMENT qui lui seront remboursés.

Sont considérés comme des REVENUS D'EXPLOITATION les revenus encaissés par PULSALYS en contrepartie d'un CONTRAT D'EXPLOITATION et d'un contrat de cession signé avec des tiers, tels que visés aux articles 3.4.3 et 3.4.4 de l'ACCORD.

**REVENUS DE CAPITALUX**: désignent les dividendes perçus par PULSALYS, c'est-à-dire la rémunération versée à PULSALYS au titre de son investissement au capital d'une société ; ainsi que le produit hors taxes des revenus facturés et encaissés par PULSALYS en contrepartie de la cession à un TIERS de tout ou partie des parts détenues par PULSALYS dans le capital d'une société, après déduction des impôts et taxes afférents aux dividendes et/ou à la cession.

Il existe des REVENUS DE CAPITALUX DE TYPE 1 et des REVENUS DE CAPITALUX DE TYPE 2 qui diffèrent suivant l'origine des moyens ayant permis à PULSALYS de prendre des parts au capital desdites sociétés.

Les REVENUS DE CAPITALUX DE TYPE 1 désignent les REVENUS DE CAPITALUX issus :

- de conversion de créances afférentes à des redevances dues par lesdites sociétés à PULSALYS au titre d'un CONTRAT D'EXPLOITATION,
- d'un apport en nature de PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE cédée préalablement par l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIÉTAIRES à PULSALYS tel que visés à l'article 3.4.5 de l'ACCORD,
- d'un apport en nature relatif à des biens préalablement cédés par l'ETABLISSEMENT à PULSALYS aux fins de lui permettre de participer au capital desdites sociétés.

Les REVENUS DE CAPITALUX DE TYPE 2 désignent tous les REVENUS DE CAPITALUX autres que les REVENUS DE CAPITALUX DE TYPE 1.

**TIERS**: désigne toute personne, entité ou organisation autre que les ACTIONNAIRES et PULSALYS.

**UNITÉ DE RECHERCHE**: désigne toute structure quelle que soit sa forme, tel qu'un laboratoire, dépourvue de personnalité juridique, ayant notamment pour tutelle l'ETABLISSEMENT et exerçant des activités de recherche.

## ARTICLE 2 - OBJET

Le présent ACCORD a pour objet :

- de définir les conditions dans lesquelles l'ETABLISSEMENT confie à PULSALYS la protection, la valorisation et l'exploitation de la PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ;
- de définir les conditions dans lesquelles PULSALYS réalise des INVESTISSEMENTS ;
- de définir les conditions dans lesquelles l'ETABLISSEMENT peut confier à PULSALYS des ACTIVITES DE PRESTATION ;
- de préciser les modalités de retours financiers vers l'ETABLISSEMENT.

Et ce, pour l'ensemble des UNITES DE RECHERCHE dont une liste est annexée en Annexe 1 de l'ACCORD.

## ARTICLE 3 - PROCESSUS D'INVESTISSEMENT

### 3.1. Activités de protection et de gestion de la PROPRIETE INTELLECTUELLE

#### 3.1.1 A l'issue :

- de la réception de DECLARATIONS D'INVENTION, selon la procédure définie au 3.1.2 ci-dessous, ou
- de l'analyse par PULSALYS de la PROPRIETE INTELLECTUELLE et/ou des RESULTATS préexistants à la DATE D'EFFET,

PULSALYS exercera, sous réserve des droits des TIERS, son DROIT DE PREMIER REGARD, dans le respect des modalités mentionnées à l'article 3.1.4 de l'ACCORD.

3.1.2 L'ETABLISSEMENT confie à PULSALYS de façon exclusive, sous réserve de droit de TIERS, la gestion des DECLARATIONS D'INVENTION à compter de la DATE D'EFFET. Ainsi, à compter de la DATE D'EFFET, PULSALYS réceptionne les DECLARATIONS D'INVENTION issues des UNITES DE RECHERCHE.

Il est entendu entre les PARTIES que l'ETABLISSEMENT s'engage, sous réserve du droit des TIERS à transmettre à PULSALYS toute DECLARATION D'INVENTION qu'il recevra directement à compter de la DATE D'EFFET et que toute DECLARATION D'INVENTION réceptionnée par PULSALYS ou l'ETABLISSEMENT, entre la DATE DE CREATION DE PULSALYS et la DATE D'EFFET, pourront être soumises aux modalités du présent ACCORD.

Afin d'assurer ses missions, l'ETABLISSEMENT autorise PULSALYS à réaliser toute ACTIVITE DE DETECTION au sein des UNITES DE RECHERCHE, en lien avec les équipes de recherche et personnels concernés, sous réserve d'informer régulièrement le correspondant opérationnel de l'ETABLISSEMENT désigné au 14.3.

Il est précisé que quel que soit le mode de détection de l'innovation objet de la DECLARATION D'INVENTION, PULSALYS et l'ETABLISSEMENT assisteront si besoin le/les inventeur(s) dans la rédaction de la DECLARATION D'INVENTION.

3.1.3 PULSALYS informera l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES de la réception de la DECLARATION D'INVENTION dans le mois suivant ladite réception par tout moyen. La date de réception de la DECLARATION D'INVENTION pourra être représentée au cours d'un COPIE/COMITE COMPETENT.

3.1.4 a) A réception d'une DECLARATION D'INVENTION et en l'absence de droit de TIERS identifié, PULSALYS pourra exercer de fait son DROIT DE PREMIER REGARD. PULSALYS informera l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES de sa décision ou non d'exercer son droit de PREMIER REGARD. Il est entendu que cette information sera transmise simultanément à la communication de l'information relative à la réception d'une DECLARATION D'INVENTION, telle que visée au 3.1.3 ci-dessus. b) A réception d'une DECLARATION D'INVENTION et dans l'hypothèse où d'éventuels droits de TIERS sont identifiés, l'ETABLISSEMENT dispose d'un délai d'un (1) mois pour confirmer ou non à PULSALYS l'existence de droit de TIERS pouvant faire obstacle à l'exercice du DROIT DE PREMIER REGARD. Ledit DROIT DE PREMIER REGARD sera alors suspendu jusqu'à ce que PULSALYS ait obtenu l'autorisation du TIERS d'exercer son DROIT DE PREMIER REGARD. A défaut d'accord dudit TIERS, PULSALYS ne pourra exercer son DROIT DE PREMIER REGARD.

En l'absence d'information de l'ETABLISSEMENT de la réception de la DECLARATION D'INVENTION ou de prise de décision par PULSALYS quant à l'exercice de son DROIT DE PREMIER REGARD dans le délai précité, ledit DROIT DE PREMIER REGARD sera expiré. Les RESULTATS pourront donc être librement exploités par les COPROPRIETAIRES. De même, les RESULTATS pourront être librement exploités par les COPROPRIETAIRES en cas de renonciation expresse de PULSALYS d'exercer son DROIT DE PREMIER REGARD.

3.1.5 Dans les conditions susmentionnées, si PULSALYS décide d'exercer son DROIT DE PREMIER REGARD, PULSALYS pourra engager une PRE-MATURATION ou un INVESTISSEMENT. A compter de la DATE d'EXERCICE DU DROIT DE PREMIER REGARD, l'intégralité des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE sont pris en charge par PULSALYS.



La PRE-MATURATION permet à PULSALYS :

- d'évaluer l'opportunité d'engager un INVESTISSEMENT sur les RESULTATS constituant ou pouvant constituer un potentiel de valorisation et
- de prendre toute mesure de protection au titre de la PROPRIETE INTELLECTUELLE

Aux fins de réaliser les démarches susmentionnées, PULSALYS pourra faire appel à tout prestataire de son choix sous réserve que celui-ci soit soumis à des obligations de confidentialité au moins aussi contraignantes que les obligations de confidentialité définies à l'article 8 de l'ACCORD.

Il est précisé que lesdites démarches sont réalisées aux frais exclusifs de PULSALYS

3.1.6 PULSALYS informera l'ETABLISSEMENT, des résultats et conclusions de son évaluation, et/ou de la PRE-MATURATION, et de sa décision d'engager ou non un INVESTISSEMENT sur les RESULTATS.

a) SI PULSALYS ne souhaite pas réaliser d'INVESTISSEMENT sur les RESULTATS, ces derniers pourront être librement exploités par les COPROPRIETAIRES. L'ETABLISSEMENT pourra alors solliciter PULSALYS dans le cadre d'une PRESTATION selon les modalités mentionnées à l'article 4 de l'ACCORD.

b) SI PULSALYS souhaite réaliser un INVESTISSEMENT, les PARTIES s'engagent à signer un CONTRAT DE LICENCE dans un délai de deux (2) mois à compter de la DATE D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT DE LA DECISION DE PULSALYS DE REALISER UN INVESTISSEMENT. Ledit CONTRAT DE LICENCE sera conforme au modèle annexé en Annexe 3 de l'ACCORD.

3.1.7 Il est précisé que dans le cadre de la PRE-MATURATION, l'ETABLISSEMENT donne mandat à PULSALYS pour effectuer toutes les démarches administratives, financières et juridiques nécessaires à la protection des RESULTATS. Ainsi, PULSALYS prendra dans ce cadre toutes décisions et mettra en œuvre les actions nécessaires au dépôt, à l'examen, à l'obtention, aux traductions, aux extensions, à la délivrance, au maintien en vigueur, à la défense et plus généralement à la protection des RESULTATS. Les titres et actes officiels de PROPRIETE INTELLECTUELLE ou autre document résultant de toute action de protection ou de sécurisation des titres de PROPRIETE INTELLECTUELLE seront déposés, étendus et maintenus en vigueur aux noms de l'ETABLISSEMENT et des COPROPRIETAIRES concernés; aux frais de PULSALYS.

Au titre du mandat confié à PULSALYS pour conduire les opérations visées ci-dessus de protection et de gestion des TITRES DE PROPRIETE INTELLECTUELLE, PULSALYS garantit l'ETABLISSEMENT dans les conditions de droit commun contre tout dommage direct résultant de l'exécution dudit mandat. Nonobstant, PULSALYS ne pourra être tenue pour responsable au cas où le dommage résulterait d'une faute ou d'un manquement de l'ETABLISSEMENT à ses obligations.

PULSALYS s'engage à informer régulièrement l'ETABLISSEMENT, les COPROPRIETAIRES concernés ainsi que les auteurs ou inventeurs des actions de protection engagées sur les RESULTATS. PULSALYS transmettra ou mettra à disposition de l'ETABLISSEMENT et des COPROPRIETAIRES tous les documents afférents à ces procédures, y compris les échanges pertinents avec les auteurs ou inventeurs. PULSALYS s'engage en toute circonstance à observer les règles de prudence et de diligence qu'impose la sauvegarde des intérêts de l'ETABLISSEMENT. PULSALYS respectera, évaluera, protégera et défendra aux mieux les droits et intérêts de l'ETABLISSEMENT et de ses personnels.

L'ETABLISSEMENT s'engage à communiquer à PULSALYS, à sa demande, toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense de la PROPRIETE INTELLECTUELLE; et s'engage à ce que l'ETABLISSEMENT et ses personnels cités comme auteurs/inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes les formalités nécessaires à ladite protection.

PULSALYS, se rapprochera des éventuels COPROPRIETAIRES pour les informer et les solliciter pour les différentes démarches relatives à la gestion de la PROPRIETE INTELLECTUELLE. PULSALYS proposera aux COPROPRIETAIRES tous contrats relatifs à la gestion de la copropriété dans un délai de 2 (deux) mois suivant la DATE D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT DE LA DECISION DE PULSALYS DE REALISER UN INVESTISSEMENT. Ledit contrat sera conforme au modèle annexé en Annexe 4 de l'ACCORD.

3.1.8 Il est entendu entre les PARTIES que dans l'hypothèse où l'ETABLISSEMENT souhaite initier une activité de collaboration impliquant un RESULTAT pour lequel PULSALYS a exercé son DROIT DE PREMIER REGARD ou a signé une LICENCE, l'ETABLISSEMENT informera PULSALYS préalablement à la conclusion de tous accords formalisant ladite collaboration qui seront rédigés dans le respect des modalités du présent ACCORD. L'ETABLISSEMENT informera PULSALYS des clauses relatives à la propriété intellectuelle. Dans l'hypothèse où des droits en vue de l'exploitation des RESULTATS (telle qu'option d'exploitation des RESULTATS) sont accordés aux parties à la collaboration, l'ETABLISSEMENT informera ces derniers du DROIT DE PREMIER REGARD accordé à PULSALYS ou de la LICENCE concédée à PULSALYS. Dans l'hypothèse où PULSALYS s'est vu concéder une LICENCE, l'ETABLISSEMENT mentionnera dans lesdits contrats de collaboration la clause suivante : « En date du , l'ETABLISSEMENT a accordé à la société PULSALYS, un droit de préemption sur les RESULTATS/ a signé avec la société PULSALYS un contrat de licence exclusive sur les RESULTATS. Conformément audit contrat, la société PULSALYS bénéficie d'un droit exclusif ou d'exploitation des RESULTATS pour tout domaine d'exploitation et sur tout territoire. En conséquence, dans l'hypothèse où l'une des parties à la présente collaboration souhaite se voir concéder un droit d'utilisation ou d'exploitation des RESULTATS, ladite partie se rapprochera de la société PULSALYS afin de conclure avec cette dernière le contrat ad hoc. » A la demande de l'ETABLISSEMENT, PULSALYS pourra être associée aux discussions devant formaliser la collaboration avec le TIERS afin de parvenir à un accord sur les conditions d'exploitation des RESULTATS avec ledit TIERS. PULSALYS fera ses meilleurs efforts pour parvenir à un tel accord. Il est entendu que les conditions d'exploitation pourront faire l'objet d'un acte séparé ou être inclus directement dans le contrat de collaboration. Dans cette dernière hypothèse, PULSALYS cosignera, en tant que licencié et gestionnaire des RESULTATS, ledit contrat de collaboration.

Dans l'hypothèse où, dans le cadre de la collaboration, des PERFECTIONNEMENTS sur des RESULTATS pour lesquels PULSALYS a exercé son DROIT DE PREMIER REGARD ou détient une LICENCE, sont générés, les PARTIES se réuniront pour définir les modalités de gestion et de valorisation de ces résultats, dans le respect des conditions de la collaboration.

Par ailleurs, l'ETABLISSEMENT informera les parties à la collaboration que PULSALYS dispose d'un DROIT DE PREMIER REGARD sur les résultats issus de la collaboration et qui appartiendront en propre à l'ETABLISSEMENT. L'ETABLISSEMENT mentionnera ainsi dans lesdits contrats de collaboration la clause suivante : « Conformément aux accords en vigueur entre l'ETABLISSEMENT et la société PULSALYS, cette dernière bénéficiera d'un droit de premier regard sur les résultats issus de la collaboration et appartenant en propre à l'ETABLISSEMENT ; c'est-à-dire d'un droit de priorité afin d'analyser les résultats pour prendre ou non une décision d'investir sur ces derniers en vue de leur exploitation ».

3.1.9 PULSALYS s'engage à faire signer la DECLARATION D'INVENTION aux inventeurs et directeurs d'UNITES DE RECHERCHE concernés, et à transmettre à l'ETABLISSEMENT la DECLARATION D'INVENTION ainsi signée dans un délai de deux (2) mois à compter de la DATE D'INFORMATION DE l'ETABLISSEMENT DE LA DECISION DE PULSALYS DE REALISER UN INVESTISSEMENT.

PULSALYS, fera le nécessaire auprès des COPROPRIETAIRES identifiés conformément à l'article 3.1.3 de l'ACCORD, pour les informer de sa volonté d'engager un INVESTISSEMENT qui sera formalisée par une LICENCE sur les RESULTATS signée entre PULSALYS et l'ETABLISSEMENT (voir les TIERS COPROPRIETAIRES).

3.1.10 Au cas où PULSALYS ne souhaiterait pas réaliser d'INVESTISSEMENT sur les RESULTATS, elle le notifie à l'ETABLISSEMENT par écrit et aux éventuels COPROPRIETAIRES, en motivant sa décision et en informant de la procédure de PROPRIETE INTELLECTUELLE en cours.

PULSALYS n'aura droit à aucun remboursement des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ou autres frais qu'elle aura supportés au cours de la PRE-MATURATION, et n'aura plus aucun droit sur les RESULTATS ou titres de PROPRIETE INTELLECTUELLE concernés à compter de la notification de sa décision de ne pas réaliser d'INVESTISSEMENT.

PULSALYS communiquera à l'ETABLISSEMENT les documents et informations afférents à la PROPRIETE INTELLECTUELLE afin que ce dernier reprenne à sa charge les procédures de PROPRIETE INTELLECTUELLE et les frais afférents.

### 3.2. ACTIVITES DE MATURATION

3.2.1 PULSALYS a pour mission de favoriser le transfert des RESULTATS issus des UNITES DE RECHERCHE sous réserve des droits des TIERS. A ce titre, PULSALYS pourra réaliser des INVESTISSEMENTS en MATURATION sur des RESULTATS disposant d'un potentiel de valorisation.

Il est entendu que PULSALYS n'engagera aucune ACTIVITE DE MATURATION tant que, sous réserve du droit des TIERS, une LICENCE exclusive sur les RESULTATS, et le cas échéant la PROPRIETE INTELLECTUELLE liée, n'aura pas été formellement conclue avec l'ETABLISSEMENT conformément au présent ACCORD.

PULSALYS évaluera l'opportunité d'engager une ACTIVITE DE MATURATION en vue d'accroître le potentiel de transfert d'un RESULTAT quelle que soit la manière dont elle a pu prendre connaissance de ce RESULTAT.

3.2.2 Au cas où PULSALYS souhaiterait engager une ACTIVITE DE MATURATION, elle élaborera un dossier sur la base de la DECLARATION D'INVENTION et/ou de la PROPRIETE INTELLECTUELLE existante, lequel précisera notamment le programme de MATURATION envisagé, l'estimation du montant de l'INVESTISSEMENT nécessaire, ainsi que, pour l'ETABLISSEMENT, le coût global de l'encadrement scientifique pour la réalisation de la MATURATION. L'ETABLISSEMENT transmettra à cet effet toute information nécessaire à PULSALYS.

Les dossiers seront construits conjointement entre les personnels de PULSALYS, le responsable scientifique impliqué et le correspondant opérationnel de l'ETABLISSEMENT désigné en article 14.3, et pourront intégrer d'éventuelles études externes.

Sur la base des recommandations du COMITE D'INVESTISSEMENT, les organes compétents de PULSALYS décideront de la mise en œuvre de l'INVESTISSEMENT en MATURATION.

PULSALYS communiquera à l'ETABLISSEMENT le dossier susmentionné et l'informerà de la décision d'INVESTISSEMENT prise dans le délai et selon les modalités indiquées au 3.1.6. PULSALYS proposera à l'ETABLISSEMENT un contrat formalisant les modalités de la MATURATION ; étant entendu que ces modalités seront conformes aux dispositions générales relatives à la MATURATION mentionnées à l'annexe 4 du présent ACCORD. Ledit contrat sera signé entre les PARTIES dans un délai de 3 (trois) mois suivant la DATE D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT DE LA DECISION DE PULSALYS DE REALISER UN INVESTISSEMENT.

PULSALYS engagera toutes les actions nécessaires à l'exécution du projet de MATURATION, et en particulier les INVESTISSEMENTS validés, sous réserve que la LICENCE précitée ait été conclue avec l'ETABLISSEMENT. Dans l'hypothèse où, pour les besoins du projet de MATURATION, une partie du montant de l'INVESTISSEMENT, est versée par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT, PULSALYS émettra un bon de commande avec un intitulé précis permettant ainsi à l'ETABLISSEMENT d'émettre une facture conformément au bon de commande. L'ETABLISSEMENT sera alors soumis à une obligation de moyens pour la réalisation des travaux correspondants.

PULSALYS pourra notamment faire appel à des tiers prestataires pour la réalisation de tout ou partie de la MATURATION. PULSALYS restera responsable envers l'ETABLISSEMENT du respect, par lesdits prestataires, des dispositions de l'ACCORD et notamment des dispositions relatives à la confidentialité. De plus, PULSALYS prendra les mesures lui permettant d'acquiescer en son nom les droits de propriété intellectuelle des résultats obtenus par les prestataires.

A l'issue de la réalisation des travaux et à la demande expresse de PULSALYS, l'ETABLISSEMENT remettra à PULSALYS, un relevé de dépenses certifié par l'ETABLISSEMENT pouvant concerner des dépenses avec une antériorité de cinq (5) ans au jour de cette demande. Il est entendu que PULSALYS pourra exprimer une telle demande pour des besoins qui lui sont propres, tels que contrôle relatif au crédit d'impôt recherche, contrôle de la cour des comptes, etc.

A l'arrivée à échéance ou à la résiliation anticipée du contrat de MATURATION, PULSALYS avec l'appui du responsable scientifique, établira un compte-rendu de la MATURATION ; lequel sera transmis à l'ETABLISSEMENT dans un délai d'un (1) mois suivant l'arrêt de la MATURATION.

3.2.3 Il est d'ores et déjà entendu entre les PARTIES que les RESULTATS issus de l'ACTIVITE DE MATURATION appartiendront à l'ETABLISSEMENT, et aux établissements employeurs des inventeurs et/ou titulaires de l'UNITE DE RECHERCHE impliquée, et seront en contrepartie, sous réserve des droits de TIERS, concédés en LICENCE exclusive à PULSALYS.

3.2.4 Dans le cas où un tiers prestataire et/ou un personnel de PULSALYS recruté dans le cadre d'une ACTIVITE DE MATURATION aurait une activité inventive faisant de lui un inventeur au sens du code de la Propriété intellectuelle, PULSALYS cédera à l'ETABLISSEMENT et aux COPROPRIETAIRES la part de copropriété sur les RESULTATS issus de l'ACTIVITE DE MATURATION obtenus par ledit tiers prestataire et/ou salarié de PULSALYS en contrepartie d'une LICENCE exclusive sur lesdits RESULTATS, conformément à l'article 3.2.3 ci-dessus.

Dans l'hypothèse où les RESULTATS issus de l'ACTIVITE DE MATURATION font l'objet d'une protection au titre du droit d'auteur, PULSALYS s'engage à céder à l'ETABLISSEMENT, à titre exclusif et gratuit, au fur et à mesure du développement desdits RESULTATS, tous droits patrimoniaux d'auteur qu'elle détendrait, sous réserve du droit des auteurs, sur lesdits RESULTATS en contrepartie d'une LICENCE exclusive sur lesdits RESULTATS, conformément à l'article 3.2.3 ci-dessus. Cette cession vaudra pour toute la durée légale de protection des RESULTATS susmentionnés et pour tous pays ; et emportera le droit de représenter, de reproduire et d'adapter lesdits RESULTATS qui seront soumis aux modalités du présent article 3.

Cette cession ne remettra en aucun cas en cause la qualité d'inventeur, ou d'auteur, des personnels PULSALYS impliqués ou du tiers prestataire dans l'obtention des RESULTATS issus de l'ACTIVITE DE MATURATION.

Il est précisé, à toutes fins utiles, que chaque PARTIE fait son affaire de la rémunération ou de l'intéressement de son personnel, déclarés comme inventeur, ou auteur, dans la DECLARATION D'INVENTION, selon sa politique d'intéressement. Dans ce cadre, l'ETABLISSEMENT versera les primes et intéressement à ses personnels co-inventeurs de la PROPRIETE INTELECTUELLE, selon les modalités décrites à l'article R. 611-14-1. du Code de la propriété intellectuelle.

3.2.5 Dans le cadre de ses ACTIVITES DE MATURATION, et afin de transférer dans le mode socio-économique les RESULTATS, PULSALYS pourra, lorsque cela lui paraîtra opportun conduire ses ACTIVITES DE MATURATION en partenariat avec des TIERS.

### 3.3. CONTRAT DE LICENCE exclusive

3.3.1 L'ETABLISSEMENT s'engage à concéder sous réserve du droit des TIERS à PULSALYS, une LICENCE exclusive sur la PROPRIETE INTELECTUELLE des RESULTATS faisant l'objet d'un INVESTISSEMENT, conformément aux engagements pris par la COMUE Lyon Saint-Etienne, au nom et pour le compte de l'ETABLISSEMENT, dans le Contrat Bénéficiaire signé avec l'ANR, en contrepartie du versement des REVENUS D'EXPLOITATION conformément à l'article 6.

Il est entendu que l'INVESTISSEMENT de PULSALYS pourra également être formalisé par tout autre type de contrat, tel qu'un contrat de mandat.

De plus, une licence pourra être concédée par l'ETABLISSEMENT à PULSALYS quand bien même PULSALYS n'aura engagé aucun INVESTISSEMENT.

3.3.2 L'Annexe 2 du présent ACCORD énonce les dispositions générales, que les PARTIES conviennent d'appliquer à tout CONTRAT DE LICENCE établi entre l'ETABLISSEMENT et PULSALYS.

3.3.3 Au cas où PULSALYS souhaiterait résilier une LICENCE, elle le notifie à l'ETABLISSEMENT par écrit et aux éventuels COPROPRIETAIRES, en motivant sa décision et en recueillant au préalable la position des INVENTEURS concernant l'abandon éventuel de titres de PROPRIETE INTELECTUELLE, dans les délais suivants :

- un (1) mois avant la prochaine échéance de procédure de PROPRIETE INTELECTUELLE lorsqu'il s'agit d'une extension internationale,
- trois (3) mois avant la prochaine échéance de procédure de PROPRIETE INTELECTUELLE lorsqu'il s'agit de l'entrée en phases nationales, et
- six (6) semaines avant la prochaine échéance de procédure de PROPRIETE INTELECTUELLE lorsqu'il s'agit d'une annuité.

La LICENCE sera résiliée dans les conditions mentionnées dans ladite LICENCE. PULSALYS n'aura droit à aucun remboursement des FRAIS DE PROPRIETE INTELECTUELLE ou autres INVESTISSEMENTS

qu'elle aura supportés, et n'aura plus aucun droit sur les RESULTATS ou titres de PROPRIETE INTELLLECTUELLE concernés à compter de la date de résiliation.

Nonobstant, PULSALYS continuera à assumer son mandat exclusif de gestion des TITRES DE PROPRIETE INTELLLECTUELLE et la prise en charge des FRAIS DE PROPRIETE INTELLLECTUELLE jusqu'à la date à laquelle l'ETABLISSEMENT, ou un COPROPRIETAIRE, aura informé par écrit PULSALYS de sa décision de poursuivre à ses frais la gestion des RESULTATS. L'ETABLISSEMENT s'engage à communiquer sa décision dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de PULSALYS. L'ETABLISSEMENT et les éventuels COPROPRIETAIRES seront alors libres de concéder tous droits d'exploitation exclusifs et non exclusifs à tout TIERS de leurs choix. A défaut de notification de la part de l'ETABLISSEMENT, ou d'un des COPROPRIETAIRES, dans le délai d'un (1) mois susvisé ; ou en cas de décision de l'ETABLISSEMENT de ne pas poursuivre la gestion des RESULTATS, PULSALYS continuera à assumer son mandat exclusif de gestion et les FRAIS DE PROPRIETE INTELLLECTUELLE jusqu'à la date à laquelle la procédure d'abandon décrite ci-dessous aura été finalisée, dans la mesure où les RESULTATS font l'objet d'une protection au titre du droit des brevets.

A défaut de notification de la part de l'ETABLISSEMENT, ou d'un des COPROPRIETAIRES, dans le délai d'un (1) mois susvisé ; ou en cas de décision de l'ETABLISSEMENT de ne pas poursuivre la gestion des RESULTATS, PULSALYS sollicitera les COPROPRIETAIRES aux fins d'abandon des RESULTATS protégés au titre du droit des brevets. En cas de décision d'abandon de l'ensemble des COPROPRIETAIRES, PULSALYS proposera la reprise des brevets aux inventeurs en application de l'article R611-12 du code de la Propriété Intellectuelle. Si les INVENTEURS ne souhaitent pas non plus reprendre à leur compte les brevets, ces derniers seront abandonnés.

### **3.4. CONTRAT D'EXPLOITATION**

3.4.1 Dans le cadre de la PRE-MATURATION puis de la LICENCE concédée à PULSALYS, PULSALYS procédera à la prospection et à la négociation avec des TIERS afin d'aboutir à la conclusion et la signature de CONTRATS D'EXPLOITATION auprès desdits TIERS. Il est entendu que dans le cadre desdites négociations, PULSALYS fera ses meilleurs efforts pour que les FRAIS DE PROPRIETE INTELLLECTUELLE soient pris en charge par le TIERS.

3.4.2 A l'issue de la signature de CONTRATS D'EXPLOITATION, quelle que soit la forme qu'ils prennent, PULSALYS procédera notamment au recouvrement des sommes dues par le TIERS, puis à la redistribution à l'ETABLISSEMENT de redevances proportionnelles aux REVENUS D'EXPLOITATION, conformément à l'article 6.1.

PULSALYS pourra réaliser une conversion de tout ou partie des créances afférentes aux redevances au capital dudit TIERS. PULSALYS informera l'ETABLISSEMENT de ladite conversion de créances 15 (quinze) jours auparavant.

3.4.3 Dans le cas où le TIERS identifié par PULSALYS pour la conclusion d'un CONTRAT D'EXPLOITATION souhaiterait se voir céder la PROPRIETE INTELLLECTUELLE, PULSALYS se rapprochera de l'ETABLISSEMENT pour lui proposer la cession. L'ETABLISSEMENT devra donner sa réponse dans les meilleurs délais. En cas de réponse positive, l'ETABLISSEMENT confie à PULSALYS, sous réserve des droits des éventuels COPROPRIETAIRES, la négociation du contrat de cession sur la PROPRIETE INTELLLECTUELLE.

Il est rappelé que seul l'ETABLISSEMENT pourra signer de tels contrats de cession.

En cas de copropriété sur la PROPRIETE INTELLLECTUELLE concernée, il incombera à PULSALYS de contacter les autres COPROPRIETAIRES afin qu'ils suivent la même procédure que celle décrite ci-dessus. Les modalités de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION définies à l'article 6 du présent Accord s'appliqueront aux revenus issus de la cession.

3.4.4 Dans le cas où un TIERS identifié par PULSALYS, l'ETABLISSEMENT ou un COPROPRIETAIRE, pour la conclusion d'un CONTRAT D'EXPLOITATION souhaiterait être licencié de premier rang en lieu et place de sous-licencié, PULSALYS informera l'ETABLISSEMENT et réciproquement. Le CONTRAT DE LICENCE signé entre les PARTIES sera résilié ou, le cas échéant, se poursuivra sur la PROPRIETE INTELLLECTUELLE

objet du CONTRAT DE LICENCE pour laquelle le SOUS-LICENCIE potentiel ne souhaite pas bénéficier d'un contrat de licence. Un avenant au CONTRAT DE LICENCE sera prévu à cet effet.

PULSALYS pourra alors négocier avec le TIERS un contrat de licence tripartite entre l'ETABLISSEMENT, le TIERS et PULSALYS. PULSALYS informera l'ETABLISSEMENT au fur et à mesure des dispositions négociées.

Les modalités de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION définies à l'article 6 du présent Accord s'appliqueront aux revenus issus du contrat de licence tripartite.

Dans le cas où le TIERS ne souhaiterait pas conclure un contrat de licence tripartite, l'ETABLISSEMENT pourra concéder seul une licence au TIERS et bénéficier de l'assistance de PULSALYS dans l'élaboration et la négociation du contrat de licence..

3.4.5 De même, si les PARTIES sont d'accord et le jugent plus approprié à une exploitation efficace de la PROPRIETE INTELLECTUELLE licenciée à PULSALYS, notamment par l'apport en nature de ladite PROPRIETE INTELLECTUELLE au capital d'une société, l'ETABLISSEMENT pour les droits qu'il détient et sous réserve du droit des tiers, pourra céder à PULSALYS ses droits sur ladite PROPRIETE INTELLECTUELLE.

En cas de copropriété sur la PROPRIETE INTELLECTUELLE concernée, PULSALYS se rapprochera des autres COPROPRIETAIRES pour obtenir leur accord sur la cession de leurs droits. Les conditions financières de cette cession seront négociées dans le respect des contraintes législatives et réglementaires, et notamment du droit communautaire de la concurrence.

Si la cession porte sur des RESULTATS issus d'une ACTIVITE DE MATURATION ayant déjà fait l'objet d'une cession au profit de l'ETABLISSEMENT par PULSALYS en application des articles 3.2.3 et 3.2.4, ladite cession sera opérée à titre gratuit et les modalités de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION définies à l'article 6 du présent Accord s'appliqueront aux revenus issus de l'exploitation des RESULTATS ainsi cédés.

### **3.5. ACTIVITES D'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE**

Dans le cadre de sa mission, PULSALYS pourra engager une ACTIVITE D'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE.

Lors de la première phase d'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE, PULSALYS contractualisera directement ou indirectement avec l'ETABLISSEMENT afin d'établir un lien avec une UNITE DE RECHERCHE dont il est titelle dans le but de valoriser les compétences d'une UNITE DE RECHERCHE auprès de la (future) entreprise bénéficiant d'un ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE. Ledit lien sera formalisé dans un contrat, tel que CONTRAT DE LICENCE, contrat de collaboration de recherche, contrat de prestation de services, qui sera négocié en concertation avec PULSALYS.

Il est entendu qu'à l'issue de la première phase d'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE, les PARTIES auront signé ou signeront tout ou partie des contrats susmentionnés, afin de poursuivre l'ACTIVITE D'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE visant à l'exploitation de RESULTATS.

## **ARTICLE 4 - ACTIVITES DE PRESTATIONS**

4.1 PULSALYS pourra à la demande et pour le compte de l'ETABLISSEMENT réaliser des ACTIVITES DE PRESTATIONS.

Il est précisé que ces activités s'inscrivent dans la nomenclature CPV des services de conseil en recherche (7321000-7), services de conseil en développement (7322000-0), services de conseil en recherche et développement (7320000-4) situés hors champ de la commande publique.

4.2 PULSALYS pourra notamment effectuer les missions suivantes :

- Sensibilisation et information
- Cartographie et veille sur le territoire
- Détection des besoins des entreprises
- Conseil en stratégie et gestion d'un portefeuille de brevets et des contrats associés

- Appui à la négociation de contrats,
- Rédaction et négociation d'accords de copropriété valant exploitation
- Conseil en gestion du portefeuille d'actifs de l'ETABLISSEMENT
- Gestion de déclarations d'inventions
- Recherche de partenaires pour l'exploitation de la PROPRIETE INTELLECTUELLE de l'ETABLISSEMENT

Ces ACTIVITES DE PRESTATIONS sont détaillées en Annexe 5, étant entendu que la liste incluse dans ladite Annexe pourra être actualisée une (1) fois par ANNEE CIVILE, par la COMUE pendant toute la durée de l'ACCORD, en fonction de l'évolution des moyens et compétences disponibles au sein de PULSALYS et des besoins de l'ETABLISSEMENT, dans les limites fixées dans l'article 2.1 de l'Appel à Projets, rappelées à l'annexe 56 de l'ACCORD.

PULSALYS communiquera à l'ETABLISSEMENT annuellement le catalogue précisant les tarifs applicables à chacune des PRESTATIONS évoquées dans l'Annexe 5; étant entendu que ce catalogue vaudra avenant à l'ACCORD.

4.3 Dans le cadre d'ACTIVITES DE PRESTATION liées à la protection et à la gestion de la PROPRIETE INTELLECTUELLE, PULSALYS assistera l'ETABLISSEMENT dans la définition des différents COPROPRIETAIRES et des droits détenus par chacun. Il est précisé que PULSALYS agit pour le compte de l'ETABLISSEMENT et que l'ETABLISSEMENT lui donne mandat pour effectuer toutes les démarches nécessaires à ses activités de gestion de la PROPRIETE INTELLECTUELLE. Ainsi, l'ETABLISSEMENT s'engage à communiquer à PULSALYS, à sa demande, toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense de la PROPRIETE INTELLECTUELLE.

4.4 Pendant les cinq (5) ans suivant la DATE DE CREATION de PULSALYS, l'ETABLISSEMENT confiera à PULSALYS des ACTIVITES DE PRESTATION dans les conditions prévues par les documents juridiques applicables et notamment la convention conclue avec l'ANR conformément aux dispositions de l'Appel à Projet et notamment grâce à l'abondement prévu par le Fonds National de Valorisation géré par la COMUE Lyon Saint-Etienne pour le compte de ses membres dont l'ETABLISSEMENT.

Au-delà de cette période, les PARTIES se réuniront pour fixer les nouvelles modalités de collaboration à retenir.

Les commandes de PRESTATIONS auprès de PULSALYS de la part de l'ETABLISSEMENT se font dans un premier temps par email, au minimumum trois (3) jours avant le COPIE, en demandant à PULSALYS d'inscrire cette commande à l'ordre du jour du COPIE, à défaut la commande de prestation sera présentée au COPIE suivant..

PULSALYS doit accuser réception par email de la dite commande. Ladite commande sera validée à l'émission du bon de commande PULSALYS avec la mention « Bon pour Accord ». Ledit bon de commande mentionnera notamment les points suivants :

- les dates prévues de début et de fin de la PRESTATION,
- l'objet et les différentes étapes de la PRESTATION,
- les bénéficiaires de la prestation.

Un état d'avancement de la Prestation est fait régulièrement par PULSALYS au correspondant opérationnel de l'ETABLISSEMENT mentionnée au 14.3

## ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

### 5.1. Engagements opérationnels

D'une manière générale, les PARTIES s'engagent l'une envers l'autre aux obligations précisées dans chacune des clauses du présent ACCORD et rappelées de manière non exhaustive ci-après :

✓ L'ETABLISSEMENT s'engage dans le cadre du présent ACCORD à :

- confier à PULSALYS, sous réserve des droits des TIERS, la valorisation des RESULTATS de l'ensemble des UNITES DE RECHERCHE gérées par l'ETABLISSEMENT pour lesquelles PULSALYS



a exercé son DROIT DE PREMIER REGARD ou a signé une LICENCE et la gestion de PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE concernée ;

- confier à PULSALYS dans le cadre de la PRE-MATURATION ou de LICENCE le droit de négocier et de signer, sous réserve des dispositions particulières prévues au présent ACCORD, les documents contractuels afférents à l'objet du présent ACCORD dans le cadre de la réglementation en vigueur, avec un contrôle à posteriori. Dans ce cadre, PULSALYS pourra signer seule des accords de confidentialité avec des TIERS ;
- sous réserve des droits de TIERS, accorder à PULSALYS un droit prioritaire d'acquisition des RESULTATS, après celui des éventuels autres COPROPRIÉTAIRES et de la PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE liée, en application de l'article 3.4.5.

faciliter l'accès aux UNITES DE RECHERCHE et aux locaux de l'ETABLISSEMENT aux personnels de PULSALYS pour la réalisation de leurs missions en partenariat avec les responsables scientifiques, dans le cadre des règles applicables sur le site concerné sous réserve d'une information préalable de l'ETABLISSEMENT et en concertation avec un membre de la Direction de la Recherche de RECHERCHE ;

- dans le respect des règles de confidentialité et du droit des TIERS, permettre l'accès de documents pouvant aider à la réalisation d'ACTIVITÉ DE DETECTION;
- transmettre à la demande de PULSALYS, les conventions signées et les documents liés à des RESULTATS pour lesquels PULSALYS a exercé son DROIT DE PREMIER REGARD ou a signé une LICENCE, ou pour lesquels PULSALYS s'est vu confier par l'ETABLISSEMENT la réalisation d'une PRESTATION, dans le respect des obligations de confidentialité conclues avec les TIERS, y compris les données personnelles nécessaires à un dépôt de brevet par exemple, dans le respect des dispositions de l'article « Confidentialité – Communication » et des dispositions prévues par la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 ;

ce que ses personnels, cités comme inventeurs ou auteurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense de la PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, en particulier qu'ils signent la cession de droits liés aux procédures nécessitant une assignation des droits ;

- mettre à disposition, dans le cadre du respect des contraintes juridiques de protection qui s'imposent, le savoir-faire identifié de ses chercheurs, ses appareils et équipements nécessaires à la bonne exécution des ACTIVITÉS DE MATURATION, dès lors que le directeur d'UNITÉ DE RECHERCHE aura confirmé qu'une telle mise à disposition ne perturberait pas le bon fonctionnement de l'UNITÉ DE RECHERCHE qu'il dirige, et consacrer à la réalisation de ces derniers le temps et les soins nécessaires pour en faciliter l'exécution ;
- désigner un correspondant en charge des relations opérationnelles avec PULSALYS ;
- a prendre toute disposition en matière d'assurance pendant la durée de l'ACCORD garantissant les conséquences de sa responsabilité civile délictuelle, quasi délictuelle et contractuelle en raison des dommages corporels, matériels, immatériels, consécutifs ou non, pouvant être causés S à l'autre ou aux TIERS, à leurs préposés ou leurs biens à raison de l'exécution de l'ACCORD.

#### ✓ PULSALYS s'engage dans le cadre du présent ACCORD à :

- faire ses meilleurs efforts pour rechercher des TIERS pour l'exploitation des RESULTATS, négocier, rédiger et veiller à la bonne exécution des CONTRATS D'EXPLOITATION. Il est entendu entre les PARTIES que cette obligation est une obligation de moyens ;
- solliciter l'ETABLISSEMENT dès lors qu'un CONTRAT D'EXPLOITATION nécessite la mobilisation ou la valorisation des compétences d'une UNITÉ DE RECHERCHE, tel que des accords de transfert de matériel ;
- tenir l'ETABLISSEMENT régulièrement informé, par tout moyen que PULSALYS estimera approprié, des activités réalisées par PULSALYS dans le cadre d'un INVESTISSEMENT selon les modalités définies à l'ACCORD notamment les éléments suivants :

- La date de réception de la DI
- La DATE D'EXERCICE DU DROIT DE PREMIER REGARD
- La DATE D'INVESTISSEMENT PULSALYS ainsi que la DATE D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT DE LA DECISION DE PULSALYS DE REALISER UN INVESTISSEMENT
- Dates et types de décision prises quant à la protection des RESULTATS
- Dates et types de décision prises quant à la valorisation des RESULTATS, y compris via l'ACTIVITÉ D'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE
- Montant des INVESTISSEMENTS
- Montant des REVENUS D'EXPLOITATION et montant des répartitions.



Sur sollicitation de l'une ou l'autre des PARTIES, des réunions se tiendront au cours desquelles PULSALYS et l'ETABLISSEMENT échangeront les informations mentionnées ci-dessus et permettant en particulier à l'ETABLISSEMENT de consolider ses comptes ;

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour exécuter les PRESTATIONS demandées par l'ETABLISSEMENT et acceptées par PULSALYS ;
- respecter et défendre les intérêts de l'ETABLISSEMENT et de ses personnels, dans la mesure où l'ETABLISSEMENT aura fourni les informations nécessaires sur demande de PULSALYS ;
- rendre compte régulièrement à l'ETABLISSEMENT de l'état d'avancement des PRESTATIONS par tous moyens que PULSALYS estimera appropriés.
- faire ses meilleurs efforts pour promouvoir l'activité des UNITES DE RECHERCHE auprès de TIERS ;
- mettre en place, un accord de copropriété pour chaque DECLARATION D'INVENTION donnant lieu à une mesure de protection de la PROPRIETE INTELLECTUELLE, concédée en LICENCE à PULSALYS, aux noms conjoints de différents COPROPRIETAIRES. Cet accord sera proposé par PULSALYS à l'ensemble des COPROPRIETAIRES. L'ETABLISSEMENT fera ses meilleurs efforts pour communiquer à PULSALYS ses éventuels commentaires dans un délai de trente (30) jours à réception du projet de règlement de copropriété ;
- investir sur les projets à fort potentiel de valorisation, à en assurer le suivi pour en garantir la meilleure valorisation possible au regard du contexte et à informer l'ETABLISSEMENT des INVESTISSEMENTS et de leur évolution ;
- fournir à l'ETABLISSEMENT l'ensemble des données chiffrées reflétant l'ensemble des activités liées à la PROPRIETE INTELLECTUELLE et à la MATURATION, sur la base des besoins exprimés par l'ETABLISSEMENT ;
- fournir l'ensemble des indicateurs nécessaires à l'ETABLISSEMENT pour répondre aux différentes enquêtes auxquelles il est soumis quant à son engagement sur les activités de valorisation ;
- souscrire et à maintenir en vigueur pendant la durée de l'ACCORD une police d'assurance garantissant les conséquences de sa responsabilité civile délictuelle, quasi délictuelle et contractuelle en raison des dommages corporels, matériels, immatériels, consécutifs ou non, pouvant être causés par l'une des PARTIES à l'autre PARTIE ou aux TIERS, à leurs propositions ou leurs biens à raison de l'exécution de l'ACCORD. Nonobstant, il est entendu que PULSALYS ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable au cas où le dommage résulterait d'une faute ou d'un manquement de l'ETABLISSEMENT à ses obligations.
- fournir à l'ETABLISSEMENT un document de synthèse précisant les actions menées par PULSALYS, les raisons de sa décision de ne pas engager d'INVESTISSEMENT ou de résilier une LICENCE et la position du chercheur.

## 5.2. Force majeure

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence. La PARTIE invoquant un événement constitutif de force majeure devra en aviser l'autre PARTIE dans les dix (10) jours ouvrés suivant la survenance de cet événement.

## 5.3. Personnel

Dans le cas où le personnel de l'une des PARTIES serait appelé à participer sur le site d'une autre PARTIE aux travaux poursuivis dans le cadre du présent ACCORD, ledit personnel resterait à tout moment sous la responsabilité, la direction et le contrôle administratif et hiérarchique de la PARTIE dont il dépend. Ce personnel devra respecter les règles imposées par l'une ou l'autre PARTIE sur le site et à l'intérieur des locaux où seront effectués les travaux poursuivis dans le cadre de l'exécution du présent ACCORD. Pour les besoins des activités liées à la MATURATION, PULSALYS pourra recruter des personnels qui seront accueillis dans les UNITES DE RECHERCHE de l'ETABLISSEMENT concernés pour la réalisation de la MATURATION.

A ce titre, les employés de PULSALYS resteront sous son autorité hiérarchique, mais seront placés, le temps de la réalisation de la MATURATION, sous l'autorité opérationnelle du responsable scientifique du projet de MATURATION, et devront respecter le règlement intérieur de l'UNITE DE RECHERCHE d'accueil tout comme toute autre obligation qu'elle soit de sécurité, d'hygiène et plus généralement réglementaire, applicable au personnel de ladite UNITE DE RECHERCHE ou à tout employé.

L'ETABLISSEMENT veillera, sur demande expresse de PULSALYS, à ce que le directeur de l'UNITE DE RECHERCHE d'accueil complète et retourne à PULSALYS la fiche de prévention des risques professionnels qui lui aura été communiquée par PULSALYS.

L'ETABLISSEMENT ne couvrira pas les dommages causés par le personnel accueilli qui résulteraient de faute intentionnelle, de malveillance ou d'imprudence manifeste de sa part.

Néanmoins, PULSALYS continuera à assurer à l'égard de son personnel toutes obligations sociales et fiscales en qualité d'employeur et exercera envers elle toutes les prérogatives administratives de gestion, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Le personnel recruté par PULSALYS, pour les activités liées à la MATURATION, sera tenu de rendre compte régulièrement de l'avancement de son activité à son responsable hiérarchique au sein de PULSALYS.

En conséquence l'ETABLISSEMENT ne pourra rechercher la responsabilité de PULSALYS et de son personnel, et la garantir contre toute réclamation, action ou demande qui serait intentée contre PULSALYS en raison de tous dommages, responsabilités et dépenses liés à une faute imputable à l'un des responsables scientifiques de l'ETABLISSEMENT.

Le personnel recruté par PULSALYS pour les besoins de la MATURATION aura accès, lors de sa présence dans l'UNITE DE RECHERCHE, aux installations collectives de ladite UNITE DE RECHERCHE ainsi qu'aux moyens humains et matériels, nécessaires à la réalisation des missions auxquelles il est affecté dans le cadre de la réalisation de la MATURATION. Le matériel mis à disposition de ce dernier sera utilisé pour les besoins de la MATURATION, dans le respect des contraintes de recherche et d'enseignement, et dans la limite où cela n'entraîne pas de perturbation dans le fonctionnement des appareils et des services. Le matériel sera utilisé sous l'autorité et la responsabilité du directeur de l'UNITE DE RECHERCHE, lequel peut mettre fin à cette utilisation en cas de négligence ou fautes, en particulier si elles mettent en danger la pérennité des matériels ou leur environnement. Dans ce cas, les PARTIES conviennent de se rencontrer.

Pour les UNITES DE RECHERCHE classées Zone à Régime Restreint, toute demande d'accueil du personnel de PULSALYS, devra être faite par PULSALYS auprès du directeur de l'UNITE DE RECHERCHE au moins un mois avant ledit accueil. PULSALYS est informée qu'un refus d'accueil de son personnel pourra être émis par le Fonctionnaire Sécurité Défense (FSD).

#### 5.4. Biens

Chaque PARTIE est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

La responsabilité de PULSALYS ne pourra être recherchée dans l'hypothèse où le dommage causé à l'ETABLISSEMENT par un personnel de PULSALYS, accueilli dans une UNITE DE RECHERCHE, résulte d'une directive communiquée par le personnel de l'ETABLISSEMENT en charge de l'encadrement opérationnel du personnel PULSALYS.

#### 5.5. Dommages Indirects

Les PARTIES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

### **ARTICLE 6 - REVENUS PERCUS PAR PULSALYS ET PRINCIPES DE REDISTRIBUTION A L'ETABLISSEMENT**

Les modalités de rémunération suivantes s'appliqueront:

#### 6.1. Répartition des REVENUS D'EXPLOITATION

6.1.1 Sous réserve de l'encaissement de REVENUS D'EXPLOITATION par PULSALYS, les PARTIES ont fixé les règles suivantes pour la répartition des REVENUS D'EXPLOITATION facturés par PULSALYS, déduction faite des taxes applicables. Il est précisé que ces règles s'appliquent quelle que soit la modalité du transfert des RESULTATS.

a) dans l'hypothèse où PULSALYS a engagé un INVESTISSEMENT pour un montant égal ou supérieur à trente mille euros hors taxes (30 000€ HT), que PULSALYS s'engage à justifier auprès de l'ETABLISSEMENT par la présentation d'un état de ses dépenses certifiées acquittées, les REVENUS D'EXPLOITATION perçus seront répartis par PULSALYS comme suit après déduction de 5% (cinq pour cent) du montant total des

REVENUS D'EXPLOITATION perçus pour PULSALYS, en contrepartie des frais de gestion liés à la répartition, par PULSALYS, des REVENUS D'EXPLOITATION auprès de chaque COPROPRIETAIRE :

- 25% (vingt-cinq pour cent) pour l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES de la PROPRIETE INTELLECTUELLE, répartis conformément à l'accord de copropriété relatif aux RESULTATS objet du CONTRAT D'EXPLOITATION et comprenant pour chaque COPROPRIETAIRE employeur la part revenant à son (ses) auteurs(s) ou inventeur(s) ;
- 75% (soixante-quinze pour cent) pour PULSALYS, sur lesquels PULSALYS se remboursera des frais qu'elle a engagés au titre de l'INVESTISSEMENT ;

Après remboursement des frais engagés par PULSALYS au titre de l'INVESTISSEMENT, les REVENUS D'EXPLOITATION perçus seront répartis par PULSALYS comme suit après déduction de 5% (cinq pour cent) du montant total des REVENUS D'EXPLOITATION perçus pour PULSALYS, en contrepartie des frais de gestion liés à la répartition, par PULSALYS, des REVENUS D'EXPLOITATION auprès de chaque COPROPRIETAIRE :

- 50% (cinquante pourcent) pour l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES de la PROPRIETE INTELLECTUELLE répartis conformément à l'accord de copropriété relatif aux RESULTATS, objet du CONTRAT D'EXPLOITATION et comprenant pour chaque COPROPRIETAIRE employeur la part revenant à son (ses) auteurs(s) ou inventeur(s) ;
- 50% (cinquante pourcent) pour PULSALYS.

b) dans l'hypothèse où PULSALYS a engagé un INVESTISSEMENT pour un montant inférieur à trente mille euros hors taxes (30 000€ HT), que PULSALYS s'engage à justifier auprès de l'ETABLISSEMENT par la présentation d'un état de ses dépenses certifiées acquittées les REVENUS D'EXPLOITATION perçus seront répartis par PULSALYS comme suit après déduction de 5% (cinq pour cent) du montant total des REVENUS D'EXPLOITATION perçus pour PULSALYS, en contrepartie des frais de gestion liés à la répartition, par PULSALYS, des REVENUS D'EXPLOITATION auprès de chaque COPROPRIETAIRE :

- 25% (vingt-cinq pour cent) pour l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES de la PROPRIETE INTELLECTUELLE, répartis conformément à l'accord de copropriété relatif aux RESULTATS objet du CONTRAT D'EXPLOITATION et comprenant pour chaque COPROPRIETAIRE employeur la part revenant à son (ses) auteurs(s) ou inventeur(s) ;
- 75% (soixante-quinze pour cent) pour PULSALYS, sur lesquels PULSALYS se remboursera de ses frais qu'elle a engagés au titre de l'INVESTISSEMENT ;

Après remboursement des frais engagés par PULSALYS au titre de l'INVESTISSEMENT, les REVENUS D'EXPLOITATION perçus seront répartis comme suit après déduction de 5% (cinq pour cent) du montant total des REVENUS D'EXPLOITATION perçus pour PULSALYS, en contrepartie des frais de gestion liés à la répartition, par PULSALYS, des REVENUS D'EXPLOITATION auprès de chaque COPROPRIETAIRE :

- 80% (quatre-vingt pourcent) pour l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES de la PROPRIETE INTELLECTUELLE répartis conformément à l'accord de copropriété relatif aux RESULTATS objet du CONTRAT D'EXPLOITATION et comprenant pour chaque COPROPRIETAIRE employeur la part revenant à son (ses) auteurs(s) ou inventeur(s) ;
- 20% (vingt pourcent) pour PULSALYS.

c) dans l'hypothèse où, en application de l'article 3.1.2, PULSALYS a engagé un INVESTISSEMENT sur des RESULTATS obtenus antérieurement à la DATE DE CREATION DE PULSALYS, les PARTIES se réuniront, à la signature de la LICENCE, pour définir les modalités de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION qui seront perçus par PULSALYS. Les PARTIES s'efforceront de définir des règles équitables tenant compte des frais engagés par chacune d'entre elles et ayant concourus aux REVENUS D'EXPLOITATION. Le cas échéant, le montant des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE engagés par les COPROPRIETAIRES sera mentionné dans la LICENCE.

6.1.2 Il est entendu qu'en cas de défaillance du TIERS cocommercialisant au CONTRAT D'EXPLOITATION, tel que défaut de paiement d'up-front, de royalties, PULSALYS ne pourra verser de REVENUS D'EXPLOITATION à l'ETABLISSEMENT. De plus, en cas de REVENUS D'EXPLOITATION perçus en application d'un CONTRAT D'EXPLOITATION autre qu'un contrat d'option de sous-licence, qu'un contrat de sous-licence, qu'un contrat

de licence ou qu'un contrat de copropriété valant exploitation ; les PARTIES se réuniront pour définir les modalités de répartition de tels revenus.

6.1.3 Toute modification des modalités de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION mentionnées à l'article 6.1.1 sera formalisée par un avenant à l'ACCORD signé entre les PARTIES. Il est entendu que ces modifications auront été approuvées par le Conseil d'administration de PULSALYS.

## 6.2. Revenus issus des ACTIVITES DE PRESTATION de PULSALYS

La rémunération de PULSALYS fera l'objet d'une grille tarifaire, annexée en Annexe 5 de l'ACCORD, étant entendu que cette grille sera actualisée annuellement et vaudra avenant à l'ACCORD.

## 6.3. Répartition des REVENUS DE CAPITAL

Les REVENUS DE CAPITAL DE TYPE 1 sont répartis de la même manière que les REVENUS D'EXPLOITATION.  
Il est entendu que les REVENUS DE CAPITAL DE TYPE 1 ainsi perçus seront répartis entre les PARTIES après déduction des impôts et taxes afférents.

## **ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT**

### 7.1. Flux financier au profit de PULSALYS

Tout paiement lié à l'ACTIVITES DE PRESTATIONS sera effectué sur présentation de factures établies par PULSALYS, par virement à l'ordre de :

Coordonnées bancaires de PULSALYS:

Code banque : 10096  
Code guichet : 18505  
N° de compte : 00069164101  
Cie : 15  
IBAN : FR7610096185050006916410115  
BIC : CMCIFRPP

La T.V.A. sera facturée en sus au taux en vigueur à la date respectivement de chaque facturation.

Chaque règlement sera effectué dans un délai de soixante (60) jours suivant la date d'émission de la facture correspondante.

Pendant les cinq (5) ans suivant la DATE DE CREATION de PULSALYS, la facture devra être envoyée à l'adresse suivante :

COMUE Lyon Saint-Etienne  
90 rue Pasteur  
69007 LYON

### 7.2. Flux financier au profit de l'ETABLISSEMENT

7.2.1 PULSALYS tiendra une comptabilité sur laquelle devront être identifiés tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des transactions commerciales en relation avec les CONTRATS D'EXPLOITATION.

PULSALYS s'engage à faire respecter cette obligation de tenue de comptabilité par ses sous-licenciés.

Cette comptabilité fera l'objet d'une situation intermédiaire au 30 juin de chaque année, puis sera arrêtée chaque année à la date de clôture annuelle des comptes de PULSALYS, soit le 31 décembre de chaque année.

7.2.2 PULSALYS transmettra tous les six (6) mois à l'ETABLISSEMENT et aux COPROPRIETAIRES un état récapitulatif des REVENUS D'EXPLOITATION perçus au titre d'un CONTRAT D'EXPLOITATION ; sur lequel figurera :

- le numéro de la LICENCE ou du CONTRAT D'EXPLOITATION concernés ;
- le montant de l'INVESTISSEMENT engagé par PULSALYS et l'état des dépenses certifiées acquittées ;
- le montant des REVENUS D'EXPLOITATION perçus ;
- le cas échéant, le montant des REVENUS DE CAPITAUX DE TYPE 1 perçus et
- le rappel des modalités de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION applicables, tel que mentionnées à l'article 6.1 du présent ACCORD, et le montant desdits revenus revenant à chaque COPROPRIETAIRE et à leurs inventeurs respectifs ;
- le cas échéant, le rappel des modalités de répartition des REVENUS DE CAPITAUX DE TYPE 1 applicables, telles que mentionnées à l'article 6.3 du présent ACCORD, et le montant desdits revenus revenant à chaque COPROPRIETAIRE et à leurs inventeurs respectifs.

7.2.3 Chaque état tel que défini précédemment sera envoyé à l'attention du contact opérationnel de l'ETABLISSEMENT indiqué au 14.3. Cet état sera signé par le représentant légal de PULSALYS.

Dans le cas où aucun REVENUS D'EXPLOITATION ou REVENUS DE CAPITAUX DE TYPE 1 n'a été perçu par PULSALYS, PULSALYS devra néanmoins adresser à l'ETABLISSEMENT un état attestant l'absence de toute opération durant les six (6) mois considérés.

7.2.4 Le versement du par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT et aux COPROPRIETAIRES au titre des articles 6.1 et 6.3, de sommes liées à une MATURATION et le remboursement éventuel de FRAIS DE PROPRIETE INTELECTUELLE à l'ETABLISSEMENT et aux COPROPRIETAIRES, sera effectué sur présentation de factures établies par l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES, et devront être envoyées à l'adresse suivante :

PULSALYS- SATT Lyon Saint-Etienne  
Dossier n° L.....  
47 boulevard du 11 Novembre 1918  
CS 90170  
69625 Villeurbanne Cedex

7.2.5 Les sommes seront versées par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT et aux COPROPRIETAIRES, dans un délai de soixante (60) jours suivant la date d'émission de la (les) facture(s) par l'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES :

Les versements seront effectués par virement bancaire, ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'ETABLISSEMENT :

Banque : Trésor Public  
Code banque : 10071  
Code guichet : 69000  
N° de compte : 00001004332  
Clé : 66  
IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266  
BIC : TRPUFRP1

Pour les COPROPRIETAIRES, les versements seront effectués conformément à ce qui aura été prévu dans l'accord de copropriété.

7.2.6 Toute somme non versée par PULSALYS dans les délais précisés donnera lieu à des intérêts de retard calculés *pro rata temporis* à savoir, à la date d'émission de la facture, le taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de dix (10) points, sans préjudice du droit pour l'ETABLISSEMENT de résilier l'ACCORD en application de l'Article 13 ci-dessous ou en application de l'article 12 d'un CONTRAT DE LICENCE relatif à la résiliation.

A ce titre, les PARTIES conviennent que la présente clause n'a pas le caractère de clause pénale et ne peut faire l'objet d'une modification judiciaire, dans la mesure où elle ne correspond pas à une sanction, mais à des délais de paiement octroyés de fait par l'ETABLISSEMENT à PULSALYS.

Les sommes dues par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT, seront majorées des taxes légales en vigueur à la date de leur échéance, notamment de la TVA si elle est applicable.

7.2.7 Toute comptabilité sera tenue à la disposition de l'ETABLISSEMENT, ou d'un représentant accrédité par l'ETABLISSEMENT, jusqu'à la date d'expiration ou de résiliation de la LICENCE, prorogée d'un (1) an. L'ETABLISSEMENT aura le droit de faire contrôler l'exactitude des comptes de REVENUS D'EXPLOITATION et les REVENUS DE CAPITAUX DE TYPE 1 perçus par PULSALYS, au plus une (1) fois par an.

En cas de contrôle, un expert-comptable sera désigné par l'ETABLISSEMENT et ses frais et honoraires seront à la charge de l'ETABLISSEMENT, sauf redressement de plus de cinq pour cent (5%) du montant des sommes effectivement payées par PULSALYS opéré à la suite dudit contrôle, auquel cas les frais et honoraires de l'expert-comptable seront intégralement à la charge de PULSALYS.

7.2.8 Les sommes perçues par l'ETABLISSEMENT, en vertu d'une LICENCE lui demeurent en tout état de cause définitivement et irrévocablement acquises, et ne pourront en aucun cas être restituées à PULSALYS. De plus, les sommes restant dues par PULSALYS à la date d'expiration ou de résiliation de l'ACCORD devront être versées à l'ETABLISSEMENT.

## ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE – COMMUNICATION

### 8.1. Confidentialité

Dans le cadre du présent ACCORD, les PARTIES envisagent que des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES soient ou puissent être fournies par une des PARTIES (« la PARTIE EMETTRICE ») à l'autre PARTIE (« la PARTIE RECEPTRICE »).

PULSALYS et l'ETABLISSEMENT, s'engageant, en leur nom et au nom de leurs personnels, agents, prestataires extérieurs et/ou toutes personnes appelées à intervenir au titre du présent ACCORD, à protéger les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES contre toute divulgation.

A ce titre, chaque PARTIE s'engage à informer les personnes mentionnées ci-dessus de la présente clause de confidentialité et à les sensibiliser à l'importance et à la valeur des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

De plus, il est entendu entre les PARTIES que toutes les informations, communiquées par l'une des PARTIES à l'autre, même en dehors de l'exécution du présent ACCORD seront néanmoins gardées par la PARTIE RECEPTRICE avec le même degré de confidentialité que celui qu'elle applique à ses propres INFORMATIONS CONFIDENTIELLES en utilisant les mesures appropriées pour leur protection, et qu'elle n'en fera aucun usage sortant de l'exécution du présent ACCORD sans l'autorisation préalable de l'autre PARTIE.

Cet engagement de confidentialité et de non usage est valable pendant toute la durée du présent ACCORD et survira à son échéance quelle qu'en soit la nature, pendant une durée de cinq (5) ans.

Ne seront toutefois pas considérées comme confidentielles pour l'application du présent article les informations qui :

- seraient accessibles au public à la date de leur communication ou qui le deviendraient par la suite du fait d'un tiers de bonne foi,
- seraient à la date d'entrée en vigueur du présent ACCORD déjà connues de la PARTIE les recevant, preuve écrite devant en être apportée par celle-ci,
- seraient par la suite une nouvelle fois reçues d'un tiers ayant le droit d'en disposer, preuve écrite devant en être apportée par la PARTIE les ayant reçues initialement dans le cadre de cet ACCORD,
- seraient transmises en raison d'une loi ou d'une réglementation applicable obligeant une des PARTIES à divulguer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES,
- devraient être transmises à la demande d'une juridiction légalement compétente enjoignant à l'une des PARTIES de divulguer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Les exceptions précitées ne sont pas cumulatives.

limitée à ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à la demande dont il est question. Dans ce dernier cas la divulgation sera cas échéant prendre les dispositions juridiques pour s'y opposer. Dans ce dernier cas la divulgation sera d'une telle mesure devra en avertir, dans les plus brefs délais, l'autre PARTIE, de façon à ce qu'elle puisse le des PARTIES de divulguer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES. Dans ce cas, la PARTIE faisant l'objet

Dans tous les cas, la preuve que les informations ne sont pas confidentielles est à la charge de la PARTIE qui les reçoit.

Chaque PARTIE s'engage à ne pas déposer une demande de brevet ou autres titres de PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE incluant tout ou partie des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES de l'autre PARTIE sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de cette dernière.

Chacune des PARTIES s'engage, en outre, à n'utiliser les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qui lui seront communiquées par l'autre PARTIE, que pour les besoins de l'exécution de l'ACCORD.

Par ailleurs, il est entendu entre les PARTIES que toutes les données échangées lors de la constitution du dossier destiné à la réponse à l'Appel à Projet, et non accessibles au public, sont considérées comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Les stipulations du présent Article ne pourront faire obstacle :

- à l'obligation qui incombe aux chercheurs ou agents de produire un rapport d'activité à l'ETABLISSEMENT dont ils relèvent, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la Propriété Industrielle,
- à l'obligation qui incombe à l'ETABLISSEMENT d'informer les COPROPRIETAIRES ou tous TIERS ayant besoin de les connaître (cotutelles, Ministères, HCERES, Commission de déontologie...).

PULSALYS aura le droit de fournir des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à des TIERS, dans la mesure où la révélation de ces informations est utile ou nécessaire à PULSALYS pour l'exploitation de la PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, pour autant que le TIERS à qui ces informations sont transmises soit lié par une obligation de confidentialité similaire à celle prévue ci-dessus.

## **8.2. Communication**

Les PARTIES se concerteront pour définir les modalités d'utilisation de leur nom respectif ou de tout autre signe distinctif, et donneront leur aval préalablement par écrit à toute communication afférente aux activités objet du présent ACCORD.

Ainsi, PULSALYS pourra mettre en œuvre des actions de communication et de promotion commerciale des RESULTATS pour lesquels PULSALYS aura exercé son DROIT DE PREMIER REGARD ou aura obtenu une LICENCE, auprès de tout TIERS en vue d'en accélérer le transfert et de conclure un CONTRAT D'EXPLOITATION et ce en concertation avec l'ETABLISSEMENT et/ou les COPROPRIETAIRES concernées.

## **ARTICLE 9 – RELATION ENTRE LES PARTIES**

### **9.1. Comité d'Orientation Inter-Etablissement (COPIE)**

Les PARTIES se réuniront dans le cadre des COPIE organisées par PULSALYS. Lesdits comités se dérouleront autant que de besoin, et au moins une (1) fois par mois et réuniront notamment les établissements membres de la COMUE Université de Lyon, dont l'ETABLISSEMENT, et le CNRS, représentés par leur Vice-président Recherche et/ou leur représentant valorisation.

Dans le cadre des COPIE,

PULSALYS pourra notamment :

- solliciter l'ETABLISSEMENT aux fins d'engager un INVESTISSEMENT;
- informer l'ETABLISSEMENT des différents INVESTISSEMENTS engagés dont notamment des ACTIVITES d'ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISE;
- informer l'ETABLISSEMENT de sa décision de ne pas engager d'INVESTISSEMENT ou de résilier une LICENCE et lui en donner les raisons;
- proposer à l'ETABLISSEMENT la réalisation de PRESTATIONS.

L'ETABLISSEMENT pourra notamment :

- solliciter PULSALYS pour la réalisation de PRESTATIONS

- répondre aux sollicitations de PULSALYS

- informer et solliciter les établissements présents sur des dossiers sur lesquels PULSALYS ne souhaite pas exercer son DROIT DE PREMIER REGARD ou ne souhaite pas engager d'INVESTISSEMENT.

Un compte-rendu des décisions et informations échangées dans le cadre du COPIE sera rédigé et envoyé par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT à l'issue de chaque comité. Il pourra faire l'objet d'une révision par les PARTIES lors du COPIE suivant en début de séance. Cette révision sera consignée dans le compte-rendu.

## **9.2. Réunions bilatérales**

Sur sollicitation de l'une ou l'autre des PARTIES, les PARTIES se réuniront pour échanger dans le cadre de réunions bilatérales composées de représentants de l'ETABLISSEMENT, et de représentants de PULSALYS sur l'exécution du présent ACCORD.

## **ARTICLE 10 - DUREE / MODIFICATION**

A compter de sa signature par les PARTIES, le présent ACCORD est réputé entrer en vigueur à compter de la DATE D'EFFET pour la durée du Contrat Bénéficiaire, soit jusqu'au 29 juillet 2020 étant précisé que les clauses du présent ACCORD appelées à survivre à sa résiliation ou à sa terminaison pour quelle que cause que ce soit resteront en vigueur pour la durée qu'elles prévoient.

Nonobstant la résiliation ou l'échéance du présent ACCORD, il est précisé que les CONTRATS D'EXPLOITATION en cours continueront à produire leurs effets entre les PARTIES aux dits CONTRATS D'EXPLOITATION et les modalités de rémunération prévues au présent ACCORD resteront en vigueur tant que lesdits CONTRATS D'EXPLOITATION produiront leurs effets. De même en cas de REVENUS DE CAPITALUX perçus par PULSALYS, les modalités de répartition qui auront été établies conformément à l'article 6.3 du présent ACCORD resteront en vigueur tant que PULSALYS continuera à percevoir de tels revenus.

Toute modification, y compris toute prolongation, apportée au présent ACCORD devra faire l'objet d'un avenant signé par les représentants habilités des PARTIES, qui en fera partie intégrante.

## **ARTICLE 11 - INTEGRALITE DE L'ACCORD**

11.1 Le présent ACCORD et ses Annexes, qui constituent une part intégrante de l'ACCORD, expriment l'intégralité des obligations des PARTIES relativement à son objet.

11.2 Les documents suivants sont annexés à l'ACCORD :

- Annexe 1 : Liste des UNITES DE RECHERCHE

- Annexe 2 : CONTRAT DE LICENCE exclusive

- Annexe 3 : CONTRAT DE MATURATION

- Annexe 4 : Contrat de copropriété

- Annexe 5 : Activités de PRESTATIONS

11.3 Les présentes Annexes pourront faire l'objet d'actualisation par le biais de procédures prévues par les PARTIES.

## **ARTICLE 12 - INVALIDITE D'UNE CLAUSE**

Dans le cas où l'une des clauses non substantielles du présent ACCORD devenait caduque ou était frappée de nullité en application de la loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, cette clause serait réputée non écrite et ne saurait entraîner la nullité de l'ACCORD dans son ensemble. Les PARTIES s'efforceront de remplacer, d'un commun accord, la clause déclarée nulle ou inapplicable par une disposition équivalente respectant l'esprit qui a présidé à la signature du présent ACCORD.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION**

### **13.1. Résiliation suite à une suspension des financements de l'ANR**

En cas d'interruption par l'ANR du versement du financement aux ACTIONNAIRES, le présent ACCORD pourra être résilié.



PULSALYS pourra conserver ses ACTIVITES de PRESTATIONS, et/ou d'INVESTISSEMENT, après accord de l'ETABLISSEMENT, si la situation financière de PULSALYS permet la poursuite de ces activités.

#### 13.2. Résiliation pour défaillance

Le présent ACCORD pourra être résilié de plein droit par l'une des PARTIES en cas de défaillance avérée de l'autre PARTIE.  
Cette résiliation deviendra effective par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception deux (2) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.

#### 13.3. Résiliation consécutive à un cas de force majeure

Dans le cas de non-exécution d'une obligation résultant d'un cas de force majeure, la PARTIE défaillante devra en informer immédiatement l'autre PARTIE afin de prévoir conjointement toutes mesures nécessaires pour en limiter les conséquences.  
Dans l'hypothèse où le cas de force majeure dépasse trois (3) mois consécutifs, l'autre PARTIE pourra résilier l'ACCORD par lettre recommandée avec accusé de réception.  
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation du présent ACCORD.

#### 13.4. Résiliation en cas de liquidation judiciaire

Il est d'autre part convenu que toute mise en liquidation judiciaire constituera un motif de résiliation immédiate et de plein droit du présent ACCORD après mise en demeure de prendre position sur le sort de l'ACCORD adressée au mandataire judiciaire et restée plus d'un mois sans réponse, sous réserve des dispositions du code du commerce (article L 622-13).

### **ARTICLE 14 – DIVERS**

14.1 Toute modification, y compris toute prolongation, apportée au présent ACCORD devra faire l'objet d'un avenant signé par les représentants habilités des PARTIES, qui en fera partie intégrante.  
14.2 Toute correspondance afférente au présent ACCORD devra être déposée ou envoyée à l'adresse suivante :

#### Pour l'ETABLISSEMENT :

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2  
A l'attention de Mme. la Présidente  
18 quai Claude Bernard  
69007 LYON

#### Pour PULSALYS :

PULSALYS  
47 boulevard du 11 novembre 1918  
CS90170  
69625 VILLEURBANNE Cedex

14.3 Conformément à l'article 5.1, le correspondant opérationnel de l'ETABLISSEMENT est :

Michaël Berthet  
Responsable Pôle Projets  
Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales  
04.78.69.72.61  
m.berthet@univ-lyon2.fr

### **ARTICLE 15 – LITIGES – DROIT APPLICABLE**

15.1 Le présent ACCORD est régi par le droit français.

15.2 Pour toute contestation qui s'élèverait entre les PARTIES, relativement à l'interprétation ou à l'exécution du présent ACCORD:

- Les PARTIES s'engagent à résoudre à l'amiable la contestation dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la notification de la contestation par l'une des PARTIES à l'autre PARTIE, au moyen d'une lettre adressée en recommandé avec accusé de réception ;

- A défaut de conciliation dans ce délai, les PARTIES s'engagent à nommer un collège de trois (3) experts spécialistes du domaine objet de la contestation. Les experts sont rémunérés par la PARTIE demandeur et nommés de la manière suivante : un par chaque PARTIE, le troisième est choisi d'un commun accord entre les deux (2) premiers experts. Les experts disposent d'un délai de trente jours (30) jours pour proposer une solution aux PARTIES, ces dernières s'engageant à respecter la décision des experts qui fera l'objet d'un protocole signé par les PARTIES et par les experts. Il est précisé que les experts devront prendre leur décision à l'unanimité.

- Au cas où les experts n'arrivaient pas dans le délai précité à un compromis, la contestation sera portée devant les tribunaux lyonnais compétents.

Fait à Villeurbanne en deux (2) exemplaires originaux, dont un pour chaque PARTIE.

Pour l'ETABLISSEMENT  
Date :

Pour PULSALYS  
Date : 30/05/2017



La Présidente de PULSALYS,  
Sophie JULLIAN

La Présidente de l'ETABLISSEMENT,  
Nathalie DOMPNIER

Visa de le COMUE Lyon Saint-Etienne – Khaled BOUABDALLAH, Président

# **ANNEXE 1 : liste des UNITES DE RECHERCHE**

La liste ci-dessous constitue les UNITES DE RECHERCHE pour lesquelles les dispositions de l'ACCORD s'appliqueront. Cette liste est évolutive lors de remaniements des contrats quinquennaux avec d'autres partenaires. L'ETABLISSEMENT communiquera régulièrement à PULSALYS une liste actualisée des UNITES DE RECHERCHE ; étant entendu que cette liste actualisée vaudra avenant à l'ACCORD.

Code Unités	Intitulé	Sigle	Tutelles	Hébergeur(s)	Projets structurants (Labex, IRT...)
EA 4160	Passages XX-XXI		Université Lyon 2	Université Lyon 2	
EA 4163	Groupe de recherche en psychologie sociale	GREPS	Université Lyon 2	Université Lyon 2	Labex IMU
EA 4147	Equipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication	ELICO	Université Lyon 2, Université Lyon 1, Université Lyon 3, IEP Lyon, ENSIB	Université Lyon 2, ???	Labex IMU
EA 3082	Laboratoire d'étude des mécanismes cognitifs	EMC	Université Lyon 2	Université Lyon 2	Labex CORTEX
EA 4571	Education, cultures et politiques	ECP	Université Lyon 2, Université St Etienne	Université Lyon 2, Université St Etienne	
EA 653	Centre de recherche en psychopathologie et psychologie clinique	CRPPC	Université Lyon 2	Université Lyon 2	
EA 4162	Centre de recherche en terminologie et traduction	CRTT	Université Lyon 2	Université Lyon 2	
EA 3728	Laboratoire d'études rurales	LER	Université Lyon 2	Université Lyon 2	
EA 1853	Langues et cultures européennes	LCE	Université Lyon 2	Université Lyon 2	

EA 4573	Droits, contrats et territoires	DCT	Université Lyon 2	Université Lyon 2	Université Lyon 2	Université Lyon 2	Université Lyon 2
EA 4161	Conception de l'action en situation	COACTIS	Université Lyon 2, Université St Etienne	Université Lyon 2, Université St Etienne	Université Lyon 2, Université St Etienne	Université Lyon 2, Université St Etienne	Université Lyon 2
EA 7356	Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie	ILCEA4	Université Grenoble, Université Lyon 2	Université Grenoble, Université Lyon 2	Université Grenoble, Université Lyon 2	Université Grenoble, Université Lyon 2	Université Grenoble, Université Lyon 2
UMR 5600	Environnement, Ville, Société	EVS	CNRS, Université Lyon 3, Université St Etienne, INSA Lyon 2, Université St Etienne, INSA Lyon, ENS Lyon, ENTPE, ENSM-SE	CNRS, Université Lyon 3, Université St Etienne, INSA Lyon 2, Université St Etienne, INSA Lyon, ENS Lyon, ENTPE, ENSM-SE	CNRS, Université Lyon 3, Université St Etienne, INSA Lyon 2, Université St Etienne, INSA Lyon, ENS Lyon, ENTPE, ENSM-SE	CNRS, Université Lyon 3, Université St Etienne, INSA Lyon 2, Université St Etienne, INSA Lyon, ENS Lyon, ENTPE, ENSM-SE	Université Lyon 3, Université St Etienne, INSA Lyon 2, Université St Etienne, INSA Lyon, ENS Lyon, ENTPE, ENSM-SE
UMR 5189	Histoire et sources des mondes antiques	HISOMA	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon	Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon
UMR 5190	Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes	LARHRA	CNRS, Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université Grenoble, ENS Lyon	CNRS, Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université Grenoble, ENS Lyon	CNRS, Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université Grenoble, ENS Lyon	CNRS, Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université Grenoble, ENS Lyon	Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université Grenoble, ENS Lyon
UMR 5648	Histoire, Archéologie, Littératures des mondes chrétiens et musulmans médiévaux	CIHAM	CNRS, Université Lyon 2, Université Avignon, ENS Lyon, EHESS, Université Lyon 3	CNRS, Université Lyon 2, Université Avignon, ENS Lyon, EHESS, Université Lyon 3	CNRS, Université Lyon 2, Université Avignon, ENS Lyon, EHESS, Université Lyon 3	CNRS, Université Lyon 2, Université Avignon, ENS Lyon, EHESS, Université Lyon 3	Université Lyon 2, Université Avignon, ENS Lyon, EHESS, Université Lyon 3

UMR 5596	Dynamique du Langage	DDL	CNRS, Université Lyon 2	UMR 5138	Archéologie et Archéométrie	ARAR	CNRS, Université Lyon 2, Université Lyon 1	Labex IMU	
UMR 5133	Archéorient Environnements et sociétés de l'Orient ancien	Archéorient	CNRS, Université Lyon 2	UMR 5133	Archéorient Environnements et sociétés de l'Orient ancien		CNRS, Université Lyon 2	Labex IMU	
UMR 5191	Interactions, Apprentissages, Représentations	ICAR	CNRS, Université Lyon 2, ENS Lyon	UMR 5191	Interactions, Apprentissages, Représentations		ENS Lyon	Labex ASLAN	
UMR 5317	Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités	IHRIM	CNRS, ENS Lyon, Université Lyon 2, Université St Etienne, Université Clermont 2	UMR 5317	Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités		ENS Lyon, Université Lyon 2, Université St Etienne, Université Clermont 2	Labex COMOD	
UMR 5062	Institut d'Asie Orientale	IAO	CNRS, ENS Lyon, Université Lyon 2, IEP Lyon	UMR 5062	Institut d'Asie Orientale		ENS Lyon, IEP Lyon	Labex IMU	
UMR 5593	Laboratoire Aménagement, Economie, Transports	LAET	CNRS, Université Lyon 2, ENTPE	UMR 5593	Laboratoire Aménagement, Economie, Transports		Université Lyon 2, ENTPE	Labex IMU	
USR 3155	Institut de recherche sur l'architecture antique	IRAA	CNRS, Université Aix-Marseille, Université Lyon 2, Université Pau	USR 3155	Institut de recherche sur l'architecture antique		Université Aix-Marseille, Université Lyon 2, Université Pau	Labex IMU	
FRE 3768	Institut des sciences de l'homme	ISH	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon 3, Université St Etienne	FRE 3768	Institut des sciences de l'homme		Université Lyon 2, Université St Etienne		

	FED 4147	Institut supérieur pour l'étude des religions et de la laïcité		ISERL	Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université St Etienne, ENS Lyon	Université Lyon 3	Université Lyon		
	FR 3621	Sciences et technologies des cultures et sociétés numériques		Agorantic	CNRS, Université Avignon, Université Lyon 2, Université Lyon 3, ENS Lyon, EHESS, AMU, Université Nice	???			
	FR 3747	Maison de l'Orient et de la Méditerranée		MOM	CNRS, Université Lyon 2	2	Université Lyon		
	FRE 2002	Laboratoire d'anthropologie des enjeux contemporains		LADEC	CNRS, Université Lyon 2, ENS Lyon		Université Lyon 2, ENS Lyon		
	UMR 5137	Centre de recherches critiques sur le droit		CERCRIID	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne		Université Lyon 2, Université St Etienne	Labex COMOD	
UMR 5824	Groupe d'analyse et de théorie économique Lyon-Saint-Etienne			GATE L-SE	CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon, Université Lyon 1		CNRS, Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon	Labex IMU	
UMR 5283	Centre Max Weber			CMW			Université Lyon 2, Université St Etienne, ENS Lyon	Labex IMU	
UMR 5206	Triangle : Action, Discours,			TRIANGLE	CNRS, ENS Lyon,		ENS Lyon, Université Lyon	Labex COMOD et IMU	



## ANNEXE 2 : CONTRAT DE LICENCE exclusive

La présente Annexe constitue la base contractuelle du CONTRAT DE LICENCE que les PARTIES à l'ACCORD s'engagent à reproduire dans le cadre de la concession de licences qui sera faite à PULSALYS suite à sa décision d'INVESTISSEMENT, étant entendu que les termes de cette base contractuelle pourront être modifiés au cas par cas par les PARTIES.

En cas de conflit ou contradiction entre une quelconque disposition de la présent annexe et une quelconque disposition de la LICENCE conclue entre l'ETABLISSEMENT et PULSALYS, la disposition de la LICENCE prévaudra.

Les mots ou groupe de mots écrits en lettre capitales et non définis dans la présente annexe ont la même signification que ceux définis dans l'Article 1 de l'ACCORD.

CONTRAT DE CONCESSION DE LICENCE EXCLUSIVE DE .....  
N°

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

La SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES LYON SAINT ETIENNE,

Société par Actions Simplifiées,

Au capital de 1 000 000 euros, Immatriculée au RCS de Lyon, sous le numéro B 799 917 414,

Dont le siège social est situé 47, Boulevard du 11 Novembre 1918, CS 90170, 69625 VILLEURBANNE Cedex,

N° SIRET 79991741400028, Code APE : 7022Z,

Représentée par sa Présidente, Madame Sophie JULLIAN,

Ci-après désignée, sous sa marque déposée, par «PULSALYS»

### D'UNE PART

ET

L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège social est situé 18 quai Claude Bernard, 69007 LYON,

N° SIRET : 19691775100014, code APE : 8542 Z,

Représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER,

Ci-après dénommé l'« ETABLISSEMENT »,

L'ETABLISSEMENT ayant reçu mandat, en application de l'Article ... / du décret ... / du contrat/mandat ... signé le ..., de la part de ..., et de ..., relativement à l'exercice de l'ensemble des droits et obligations de ces derniers dans le cadre de la présente LICENCE.

### D'AUTRE PART

PULSALYS et l'ETABLISSEMENT seront ci-après désignés individuellement la "PARTIE" et collectivement les "PARTIES".



DANS LE CAS OU LES RESULTATS SONT ISSUS D'UNE COLLABORATION :  
 Dans le cadre d'un contrat de collaboration de recherche signé en date du ..... entre  
 l'ETABLISSEMENT, les COPROPRIETAIRES ..... les sociétés ..... dans le domaine de  
 « ..... » ; des résultats relatifs à « ..... » (ci-après les « **RESULTATS** ») ont été  
 développés. Ledit contrat de collaboration de recherche prévoit .....

OU

Au sein du/(des) laboratoires ..... UMR ... (ci-après le/les « **LABORATOIRE(S)** »), Messieurs  
 ..... (ci-après les « **INVENTEURS/AUTEURS** ») ont développé des  
 résultats relatifs à/au dispositif suivant : ..... (ci-après les  
 « **RESULTATS** ») qui ont fait l'objet d'une DECLARATION D'INVENTION signée par les  
 INVENTEURS/AUTEURS le .....

Conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre signé le ..... entre PULSALYS et l'ETABLISSEMENT (ci-  
 après le « **ACCORD** »), pris en application des engagements des actionnaires de PULSALYS, dont la COMUE  
 Lyon Saint-Etienne, agissant au nom et pour le compte de ses membres fondateurs dont l'ETABLISSEMENT,  
 ce dernier s'engage à concéder à PULSALYS une licence sur les RESULTATS pour lesquels PULSALYS a  
 décidé d'engager un INVESTISSEMENT.

En date du ..... PULSALYS a exercé son DROIT DE PREMIER REGARD, dont elle dispose sur les  
 RESULTATS du (des) LABORATOIRE(S) en vue d'engager ou non un INVESTISSEMENT sur ces derniers.  
 Puis, et conformément aux recommandations de son comité d'investissement du ..... /et après  
 accord de son Conseil d'Administration du ..... PULSALYS a décidé d'engager un INVESTISSEMENT sur  
 les RESULTATS.

DANS LE CAS OU PULSALYS DECIDE D'ENGAGER UN INVESTISSEMENT EN MATURATION :  
 Dans ce cadre, PULSALYS a plus particulièrement décidé d'engager des actions d'INVESTISSEMENT en  
 MATURATION pour un montant prévisionnel global de ..... (hors taxes).

Les PARTIES souhaitent formaliser par le présent contrat (ci-après la « **LICENCE** »), les termes et conditions  
 applicables à la présente concession de licence, laquelle permet notamment à PULSALYS d'engager des  
 actions en vue de l'exploitation des RESULTATS (le cas échéant) ainsi que des actions d'INVESTISSEMENT  
 en MATURATION. Les modalités de réalisation des actions de MATURATION seront formalisées entre  
 les PARTIES dans un contrat séparé (ci-après le « **CONTRAT DE MATURATION** »).

## EN CONSÉQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIV

### Article Préliminaire - DEFINITIONS

Les mots au pluriel pouvant s'entendre au singulier et réciproquement, les PARTIES conviennent  
 expressément que les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :

**CABINET(S)** : désigne le cabinet de Conseil en Propriété Industrielle qui a reçu la responsabilité d'établir tous  
 les documents pour la préparation, le dépôt, l'extension, la délivrance et le maintien en vigueur de l'OBJET  
 LICENCE tel que défini ci-dessous, ses correspondants étrangers, et le cas échéant toute société de service  
 en charge du recouvrement des annuités afférentes à l'OBJET LICENCE.

**DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR** : désigne la date à laquelle PULSALYS a décidé d'engager un  
 INVESTISSEMENT sur les RESULTATS, soit le .....

**DATE DE PREMIERE COMMERCIALISATION** : désigne la date de première mise sur le marché d'un  
 PRODUIT.

**DATE DE SIGNATURE** : désigne la dernière date de signature de la LICENCE par les PARTIES.

**DOMAINE** : désigne tout domaine d'application de l'OBJET LICENCE / désigne le domaine de.....

**OBJET LICENCE** : désigne tout ou partie de RESULTATS issu d'une ou plusieurs UNITES DE RECHERCHE, et la PROPRIETE INTELLECTUELLE correspondante, pour lequel PULSALYS engage un INVESTISSEMENT formalisée par la présente LICENCE.

**PRODUITS** : désignent tous les produits, procédés ou services mettant en œuvre tout ou partie de l'OBJET LICENCE, ou qui ne pourraient pas être développés, réalisés, utilisés, fabriqués, offerts, mis dans le commerce, livrés, importés ou détenus ou commercialisés sans utiliser et/ou contrefaire en l'absence d'une licence, tout ou partie de l'OBJET LICENCE.

**SOUS-LICENCE** : désigne toute option de sous-licence et/ou sous-licence accordée par PULSALYS à tout SOUS-LICENCE sur l'OBJET LICENCE, pour développer, utiliser, fabriquer, offrir, livrer, importer, détenir ou commercialiser des PRODUITS dans tout ou partie du DOMAINE et tout ou partie du TERRITOIRE.

**SOUS-LICENCES** : désigne tout TIERS auquel PULSALYS a concédé des droits sur l'OBJET LICENCE dans le cadre d'une SOUS-LICENCE.

**TERRITOIRE** : désigne le monde entier/désigne .....

## Article 1 - OBJET, NATURE ET ETENDUE DE LA LICENCE

1.1 Par la présente LICENCE, l'ETABLISSEMENT concède à PULSALYS, qui l'accepte, une licence exclusive dans le DOMAINE et sur le TERRITOIRE, en contrepartie du versement d'une redevance proportionnelle aux REVENUS D'EXPLOITATION conformément à l'article 6 de la LICENCE sur l'OBJET LICENCE, à savoir sur:

- les **BREVETS** définis comme :

- ☐ la demande de brevet prioritaire numéro..... déposée le ..... au(x) nom(s) de l'ETABLISSEMENT et de ..... intitulée ..... citant comme INVENTEURS ..... publiée le ..... sous le numéro .....
- ☐ la demande de brevet internationale PCT numéro..... déposée le ..... au(x) nom(s) de l'ETABLISSEMENT et de ..... publiée le ..... sous le numéro .....
- ☐ ainsi que tous brevets et demandes de brevet issus en partie ou en totalité des demandes de brevet ci-dessus citées, ou déposés sous priorité desdites demandes, et tous les droits qui en découlent.

Et/ou :

- le **SAVOIR-FAIRE**, défini comme les connaissances techniques, secrètes, substantielles et transférables, qu'elles soient sous forme écrite, graphique ou orale, quel que soit le support utilisé, acquises par le LABORATOIRE au cours de ses recherches et portant sur ..... et tel qu'il figure dans l'enveloppe Soaleu déposée à l'INPI le ..... sous la référence ....., aux noms du l'ETABLISSEMENT et de .....

ET/ou

- le **LOGICIEL / la BASE DE DONNEES / l'OEUVRE** défini comme le logiciel / la base de données, l'œuvre intitulée..... ayant fait l'objet d'un dépôt auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes sous le numéro IDDN..... / d'une enveloppe Soaleu déposée sous le numéro ..... le ..... au(x) nom(s) de l'ETABLISSEMENT et de .....

Afin que PULSALYS puisse exploiter, conformément à l'Article 4 ci-dessous, l'OBJET LICENCE protégé au titre du droit d'auteur, l'ETABLISSEMENT concède à PULSALYS qui l'accepte, les droits d'exploitation qu'il détient portant sur l'OBJET LICENCE, pour la durée de protection légale des droits d'auteur, telle que prévue à l'article L123-1 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 131-3 du Code de la Propriété Intellectuelle, il est précisé que

les droits concédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire l'OBJET LICENCE et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter l'OBJET LICENCE et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tous moyens de diffusion et de communication on line, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;

- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, l'OBJET LICENCE, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, le transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de traduire ou de faire traduire l'OBJET LICENCE, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire l'OBJET LICENCE en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser l'OBJET LICENCE, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter l'OBJET LICENCE, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de TIERS, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de consentir à tout TIERS tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelle que forme, quel que support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;
- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données.

1.2 Cette LICENCE est concédée en vue de la réalisation :

- **DANS LE CAS OU PULSALYS DECIDE D'ENGAGER UN INVESTISSEMENT EN MATURATION :**  
de la MATURATION

- de démarches de prospection, négociation, rédaction et signature de CONTRAT D'EXPLOITATION, et notamment de SOUS-LICENCE pour développer, utiliser, fabriquer, offrir, livrer, importer, détenir ou commercialiser des PRODUITS dans tout ou partie du DOMAINE et tout ou partie du TERRITOIRE

1.3 La LICENCE consentie à l'Article 1.1 est assortie de la concession par l'ETABLISSEMENT à PULSALYS du droit de concéder des SOUS-LICENCES.

1.4 L'ETABLISSEMENT s'engage, au plus tard à la DATE DE SIGNATURE, à transmettre à PULSALYS toute l'information nécessaire lui permettant d'apprécier pleinement le contenu et l'étendue de l'OBJET LICENCE ainsi que les droits qui lui sont transférés aux termes de la LICENCE.

1.5 Le caractère exclusif signifie que l'ETABLISSEMENT s'engage à ne pas concéder à des TIERS d'autre licence sur l'OBJET LICENCE dans le DOMAINE et sur le TERRITOIRE.

## Article 2 – DUREE

La LICENCE prendra effet à compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR et restera en vigueur, sauf résiliation anticipée :

(a) dans le cas où l'OBJET LICENCE fait l'objet d'une protection au titre du droit des brevets, la LICENCE restera en vigueur par pays jusqu'à la plus tardive des trois échéances suivantes :

- dans chaque pays où il n'existe pas ou plus de titre ou de demande de titre de propriété industrielle en vigueur protégeant tout ou partie des brevets, pendant 10 (dix) ans après la DATE DE PREMIERE COMMERCIALISATION d'un quelconque PRODUIT dans ce pays (ou pour les pays membres de l'Union Européenne, pendant 10 (dix) ans après la date de première commercialisation d'un quelconque PRODUIT dans un des pays membres de l'Union Européenne) ;

- dans les pays où il existe une demande de titre ou un titre de propriété industrielle en vigueur protégeant tout ou partie des brevets, pendant la durée de validité dudit titre, lorsque cette durée dépasse la période prévue ci-dessus.

- tant que l'intégralité des redevances proportionnelles aux REVENUS D'EXPLOITATION n'aura pas été versée par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT, conformément aux articles 6 et 7 de la LICENCE.

(b) dans le cas où l'OBJET LICENCE fait l'objet d'une protection au titre du droit d'auteur, la LICENCE restera en vigueur pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur telle que prévue à l'article L123-1 du Code de la Propriété Intellectuelle et tant que l'intégralité des redevances proportionnelles aux REVENUS D'EXPLOITATION n'a pas été versée par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT, conformément aux articles 6 et 7 de la LICENCE.

(c) dans le cas où l'OBJET LICENCE est qualifiée de savoir-faire au sens de l'article 1.1 du Règlement CE n°772/2004 du 27 avril 2004 sur les accords de transfert de technologie, la LICENCE restera en vigueur jusqu'au jour où ledit savoir-faire tombera dans le domaine public et tant que l'intégralité des redevances proportionnelles aux REVENUS D'EXPLOITATION n'a pas été versée par PULSALYS à l'ETABLISSEMENT, conformément aux articles 6 et 7.

### Article 3 - TRANSFERT DE LA LICENCE

3.1 La LICENCE est conclue *intuitu personae*. Par conséquent, elle est personnelle, incessible et intransmissible, sous réserve des SOUS-LICENCES concédées par PULSALYS conformément aux stipulations des Articles 1.2, et des stipulations de l'Article 3.2 ci-dessous ou de toute autre disposition négociée de bonne foi et actée par écrit par les PARTIES.

3.2 En cas de prise de contrôle, de fusion, d'absorption, de cession, de transfert de PULSALYS ou de ses activités à une autre personne morale ou de toute autre transformation de PULSALYS visant à modifier les caractéristiques *intuitu personae* prises en compte pour la LICENCE, les PARTIES se réuniront en vue de déterminer si ces changements sont de nature à remettre en cause les dispositions et l'exécution de la LICENCE. Dans ce contexte, et sauf accord entre les PARTIES, la LICENCE pourra être résiliée par l'ETABLISSEMENT sans préavis et sans indemnités.

En cas de consentement écrit de l'ETABLISSEMENT, il est d'ores et déjà entendu que ladite personne morale sera soumise aux mêmes obligations que celles mises à la charge de PULSALYS dans la LICENCE, à moins que les nouvelles parties n'en conviennent ensemble autrement.

Un avenant à la LICENCE entre l'ETABLISSEMENT et ladite personne morale devra être signé, simultanément à l'opération considérée réalisée avec PULSALYS, dans lequel l'option choisie par les nouvelles parties, conformément à l'alinéa précédent, sera précisée.

## Article 4 –UTILISATION ET EXPLOITATION

### 4.1 UTILISATION A DES FINS DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

L'ETABLISSEMENT, et les éventuels COPROPRIETAIRES de l'OBJET LICENCE, conserve le droit d'utiliser l'OBJET LICENCE à des fins d'enseignement et de recherche, seul ou en collaboration avec des TIERS, sous réserve des dispositions de la LICENCE.

L'ETABLISSEMENT et PULSALYS s'engagent à respecter l'article 3.1.8 de l'ACCORD relatif aux contrats de recherche collaborative en lien avec l'OBJET LICENCE.

#### A ADAPTER AU CAS PAR CAS :

Dans ce cadre et conformément au Préambule de la LICENCE, PULSALYS a été informée par l'ETABLISSEMENT qu'un contrat de collaboration de recherche a été signé en date du ..... entre l'ETABLISSEMENT, la société ..... selon lequel ..... PULSALYS s'engage donc à exploiter l'OBJET LICENCE dans le respect des dispositions dudit contrat de collaboration de recherche.

### 4.2 EXPLOITATION

4.2.1 PULSALYS s'engage à faire ses meilleurs efforts pour identifier et contacter des TIERS en vue de l'exploitation de l'OBJET LICENCE dans le but de développer, utiliser, fabriquer, offrir, livrer, importer, détenir ou commercialiser des PRODUITS dans tout ou partie du DOMAINE et tout ou partie du TERRITOIRE. ; notamment au moyen d'une prospection et d'un effort publicitaire raisonnable.

A cette fin, PULSALYS pourra rédiger, négocier et conclure des CONTRATS D'EXPLOITATION. PULSALYS mettra à disposition de l'ETABLISSEMENT une copie des CONTRATS D'EXPLOITATION signés qui prévoient un droit d'exploitation et/ou d'utilisation de l'OBJET LICENCE.

4.2.2 Si, dans un délai de 36 (trente-six) mois à compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, PULSALYS n'a signé aucun CONTRAT D'EXPLOITATION prévoyant un droit d'exploitation et/ou d'utilisation de l'OBJET LICENCE ; et ne peut raisonnablement justifier d'une forte démarche de prospection et d'un aboutissement proche de signature d'un tel CONTRAT D'EXPLOITATION, la présente LICENCE sera, au choix de l'ETABLISSEMENT, résiliée ou deviendra non exclusive. Cette résiliation ou cette perte d'exclusivité prendra effet à compter de la date de notification par l'ETABLISSEMENT de l'option retenue. L'ETABLISSEMENT pourra alors consentir des licences exclusives ou non-exclusives à tout TIERS de son choix sur l'OBJET LICENCE, dans le DOMAINE et sur le TERRITOIRE.

Nonobstant, le délai susmentionné sera suspendu dès lors que l'OBJET LICENCE fait l'objet d'une MATURATION. Ledit délai sera suspendu pour la durée de ladite MATURATION.

4.2.3 PULSALYS pourra, en application des stipulations de l'Article 1.2, concéder des SOUS-LICENCES sur l'OBJET LICENCE. Il est entendu que dans le cadre de négociation de SOUS-LICENCE, PULSALYS fera ses meilleurs efforts pour que les FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE soient pris en charge par le SOUS-LICENCE.

4.2.4 L'ETABLISSEMENT et les COPROPRIETAIRES pourront également proposer à PULSALYS des TIERS pour l'exploitation de l'OBJET LICENCE.

4.2.5 PULSALYS s'engage à inclure dans les SOUS-LICENCES, les clauses selon lesquelles :  
- le SOUS-LICENCE devra produire des rapports annuels justifiant du développement et de l'exploitation des PRODUITS et/ou des moyens appropriés mis en œuvre par le SOUS-LICENCE en vue de la promotion et de la commercialisation des PRODUITS ;  
- le SOUS-LICENCE devra tenir une comptabilité en relation avec la SOUS-LICENCE et fournir un état de ses revenus liés à l'exploitation de l'OBJET LICENCE. PULSALYS pourra vérifier la comptabilité tenue par le SOUS-LICENCE en relation avec la SOUS-LICENCE. PULSALYS s'engage à effectuer une telle vérification à la demande de l'ETABLISSEMENT, et à en communiquer les éléments à ce dernier. Dans cette hypothèse,

il est entendu entre les PARTIES que l'ETABLISSEMENT prendra en charge les frais de vérification et que ce dernier ne pourra recourir qu'une fois par an à cette possibilité de vérification. En outre, PULSALYS se réserve le droit de commander cet audit pour son compte et à ses frais. Les PARTIES se communiqueront mutuellement les rapports d'audit qui pourraient être effectués par l'une ou l'autre des PARTIES ;

- le SOUS-LICENCE sera soumis à des conditions de confidentialité similaires à celles définies à l'Article 8 ci-dessous ;

PULSALYS s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les clauses des SOUS-LICENCES soient conformes et respectent les clauses de la LICENCE. PULSALYS reste seule responsable envers l'ETABLISSEMENT de la bonne exécution des SOUS-LICENCES et sera seule responsable envers l'ETABLISSEMENT du respect par ses SOUS-LICENCES des obligations mises à la charge de PULSALYS dans la LICENCE.

4.2.6 Sauf à ce qu'elle relève de sa seule charge et responsabilité, PULSALYS s'interdit d'inclure dans les SOUS-LICENCE toute stipulation conférant au SOUS-LICENCE d'autres garanties que celles détaillées à l'Article 10 ci-dessous.

PULSALYS s'engage à ne pas accepter des SOUS-LICENCES des licences croisées en lieu et place ou au titre de REVENUS D'EXPLOITATION.

4.2.7 Dans le cas où le SOUS-LICENCE potentiel souhaiterait bénéficier d'une licence de premier rang et non d'une SOUS-LICENCE, les PARTIES s'engagent à appliquer l'article 3.4.4 de l'ACCORD

4.2.8 Dans le cas où le SOUS-LICENCE potentiel souhaiterait se voir céder l'OBJET LICENCE, les PARTIES s'engagent à appliquer l'article 3.4.3 de l'ACCORD.

4.2.9 L'utilisation, par PULSALYS et/ou le SOUS-LICENCE, à quelques fins que ce soit, en particulier à des fins de promotion commerciale ou dans le cadre de l'exploitation du nom de l'ETABLISSEMENT, de toute marque ou signe distinctif appartenant à l'ETABLISSEMENT, ou toutes adaptations, ainsi que les noms des inventeurs ou auteurs de l'OBJET LICENCE, sont soumis à l'autorisation préalable écrite de l'ETABLISSEMENT et, le cas échéant, de la personne physique concernée.

En vue d'obtenir cet accord, PULSALYS sollicitera l'ETABLISSEMENT et lui précisera l'opération visée ainsi que la forme de cette représentation, sa durée et le contexte dans lequel PULSALYS et/ou le SOUS-LICENCE souhaite utiliser le signe distinctif de l'ETABLISSEMENT.

Il est entendu que, dans le cas où l'ETABLISSEMENT donnerait son accord écrit pour l'utilisation demandée, il pourra suspendre à tout moment cette autorisation dans le cas où la communication réalisée par PULSALYS et/ou le SOUS-LICENCE ne correspondrait plus à celle décrite dans la notification ou qu'elle aurait pour conséquence une dégradation de l'image de l'ETABLISSEMENT.

En tout état de cause, et quand bien même l'ETABLISSEMENT aurait donné son autorisation, il appartient à PULSALYS de veiller à ce qu'une telle mention, de par la forme et/ou le contexte utilisé, ne puisse être interprétée comme une quelconque garantie accordée par l'ETABLISSEMENT aux PRODUITS.

En conséquence, PULSALYS veillera à ce que les SOUS-LICENCES commercialisent les PRODUITS sous leurs propres marques ou sous les marques pour lesquelles ils auront régulièrement obtenu une licence.

## A ADAPTER AU CAS PAR CAS

### Article 5 - MATURATION

5.1 La MATURATION sera réalisée selon les modalités de l'article 3.2 de l'ACCORD complétées par les modalités mentionnées au CONTRAT DE MATURATION.

5.2 Les RESULTATS obtenus dans le cadre de la MATURATION seront soumis aux modalités de la LICENCE et feront partie intégrante de son objet.

L'ETABLISSEMENT s'engage à ce que ses agents, affectés à l'UNITE DE RECHERCHE, prêtent leur concours pour l'acquisition par le SOUS-LICENCE du savoir-faire ; et apportent leur assistance technique, dans des conditions compatibles avec leurs obligations professionnelles. En tout état de cause, cette

RECHERCHE de l'ETABLISSEMENT pour l'acquisition du savoir-faire.

PULSALYS demandera au SOUS-LICENCE, avec lequel elle aura conclu une SOUS-LICENCE de savoir-faire, de désigner un référent comme destinataire et correspondant technique privilégié de l'UNITE DE

n°772/2004 du 27 avril 2004 sur les accords de transfert de technologie :

(b) dans le cas où l'OBJET LICENCE est qualifiée de savoir-faire au sens de l'article 1.1 du Règlement CE

CABINET.

PULSALYS, agissant pour le compte de l'ETABLISSEMENT communiquera directement ses décisions au

PROPRIETE INTELLECTUELLE.

Le CABINET mandaté pour la gestion des BREVETS facture directement à PULSALYS les FRAIS DE

(a) Dans le cas où l'OBJET LICENCE fait l'objet d'une protection au titre du droit des brevets :

Les dispositions suivantes viennent s'ajouter aux modalités et conditions fixées dans l'ACCORD :

Les modalités des articles 3.1.7 et 3.1.9 de l'ACCORD s'appliquent de plein droit dans le cadre de la LICENCE.

#### Article 9 - GESTION DES TITRES DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les PARTIES s'engagent à respecter les modalités de l'article 8 de l'ACCORD.

#### Article 8 - CONFIDENTIALITE

Les sommes dues par PULSALYS devront être versées par virement bancaire, au nom de Banque : Trésor Public

Code banque : 10071  
Code guichet : 69000  
N° de compte : 00001004332  
Ctê : 66  
IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266  
BIC : TRPUPFRP1

PULSALYS- SATT Lyon Saint-Etienne  
Dossier n° L.....  
47 boulevard du 11 Novembre 1918  
CS 90170  
69625 Villeurbanne Cedex

Les factures établies par l'ETABLISSEMENT telles que mentionnées à l'article 7.2 de l'ACCORD devront être

envoyées à l'adresse suivante :

La LICENCE sera assujettie de plein droit aux conditions indiquées à l'article 7.2 de l'ACCORD.

#### Article 7 - COMPTABILITE - CONTRÔLE DES REDEVANCES

La LICENCE sera assujettie de plein droit aux conditions financières indiquées à l'article 6.1 de l'ACCORD.

#### Article 6 - MODALITES FINANCIERES

assistance technique ne pourra se prolonger au-delà d'un délai de trois (3) mois à compter de la signature de la SOUS-LICENCE et ne devra pas dépasser une journée maximum. Au-delà de cette période, la poursuite de cette assistance devra faire l'objet d'un accord particulier.

Si pendant la durée de l'assistance technique, les agents de l'ETABLISSEMENT affectés à l'UNITE DE RECHERCHE devaient se déplacer à la demande du SOUS-LICENCIE, leurs frais de déplacements et de séjour seront à la charge du SOUS-LICENCIE et/ou de PULSALYS.

## Article 10 - GARANTIES

10.1 La LICENCE est conclue sans autre garantie que celles énoncées ci-après :

- l'existence matérielle de l'OBJET LICENCE ;
- la capacité de l'ETABLISSEMENT à conclure la LICENCE et à conférer une exclusivité d'exploitation de l'OBJET LICENCE dans le DOMAINE et sur le TERRITOIRE à PULSALYS ;
- l'absence de concession de tous droits ou suretés sur l'OBJET LICENCE à un TIERS.

En application du présent article, l'ETABLISSEMENT ne donne aucune garantie, tant expresse qu'implicite, concernant l'OBJET LICENCE, notamment s'agissant de son utilité ou de son exploitabilité industrielle et/ou commerciale ou adaptation à une quelconque fonction.

10.2 Les aléas, risques et périls possibles en ce qui concerne l'exécution de la LICENCE, les éventuels vices juridiques reçus par tout ou partie de l'OBJET LICENCE, sauf faute de l'ETABLISSEMENT, d'un inventeur, d'un auteur, ou d'un copropriétaire, sont à la seule charge de PULSALYS qui les accepte. De même, les aléas, risques et périls possibles en ce qui concerne l'exécution de tout CONTRAT D'EXPLOITATION sont à la charge de PULSALYS seule qui les accepte et qui pourra à sa seule discrétion les reporter sur le TIERS cocontractant concerné. En particulier il relève de la responsabilité de PULSALYS et/ou des TIERS cocontractant d'identifier et d'analyser, si PULSALYS et/ou les TIERS cocontractant l'estiment opportun, les droits de TIERS dont l'OBJET LICENCE pourraient être dépendants, et de prendre en considération l'étendue desdits droits de TIERS.

Par conséquent, en cas de rejet, d'annulation, de diminution de portée d'un ou de plusieurs titres de PROPRIETE INTELLECTUELLE, objet de l'OBJET LICENCE, de tout type de dépendance qu'elle soit juridique, technique ou économique desdits titres à un titre dominant antérieur, au cas où les PRODUITS en raison de l'utilisation des titres seraient déclarés contrefaisants par une décision de justice définitive, l'ETABLISSEMENT ne sera tenu ni à la restitution des sommes déjà acquises de PULSALYS, ni à la réduction des sommes dues jusqu'au jour de l'avènement de la décision de justice définitive, ni au paiement d'éventuels dommages-intérêts à PULSALYS ou à un quelconque TIERS en réparation du préjudice causé par ledit rejet, ladite annulation, dépendance ou contrefaçon. Les PARTIES se concerteront pour trouver un nouvel équilibre contractuel et financier prenant en compte cette situation.

10.3 PULSALYS ne pourra appeler l'ETABLISSEMENT en garantie en cas de dommage ou préjudice de quelque nature que ce soit, causé par les PRODUITS.

10.4 PULSALYS est seule responsable de s'assurer que les PRODUITS, leur utilisation et leur commercialisation sont en conformité avec les lois et règlements applicables.

10.5 Les dispositions du présent Article 10 restent en vigueur nonobstant l'arrivée à échéance ou la résiliation de la LICENCE aussi longtemps que des PRODUITS seront susceptibles de causer par leur commercialisation et, si applicable, leur stockage, leur transport ou leur utilisation, un quelconque dommage.



## Article 11 - CONTREFAÇON

11.1 Les PARTIES s'informeront réciproquement dans les plus brefs délais de tout acte de contrefaçon de l'OBJET LICENCE par un TIERS dont elles auraient connaissance et/ou de toute réclamation ou action en contrefaçon, ou en agissement déloyal qu'il les viserait.

A l'initiative de l'une ou l'autre des PARTIES, elles se rencontreront, le cas échéant en présence d'un SOUS-LICENCE, pour décider d'une stratégie d'action en contrefaçon.

Il est entendu entre les PARTIES que PULSALYS imposera à son SOUS-LICENCE de l'informer de toute action qui serait portée à sa connaissance.

11.2 Si les PARTIES conviennent d'engager une action ensemble, elles détermineront au préalable la proportion de frais supportés par chacune d'elles. Les indemnités éventuellement prononcées à leur profit par les tribunaux seront partagées entre les PARTIES dans les mêmes proportions.

A défaut d'un tel accord entre les PARTIES, l'ETABLISSEMENT pourra poursuivre seul s'il le souhaite. Le cas échéant, il le fera en son nom et à ses frais et encaissera la totalité des indemnités éventuellement prononcées par les tribunaux à son profit. En pareilles circonstances, PULSALYS se réserve le droit d'intervenir, à ses frais et risques dans la procédure engagée par l'ETABLISSEMENT pour obtenir réparation de son propre préjudice.

Si l'ETABLISSEMENT ne veut pas engager les poursuites souhaitées par PULSALYS, PULSALYS pourra engager une telle action, en son nom, à ses frais et risques sous réserve du respect des dispositions de l'article L615-2 du Code de la Propriété Intellectuelle et s'il y a lieu, des règles et des pratiques du pays dans lequel l'action en contrefaçon est engagée. En pareilles circonstances, l'ETABLISSEMENT se réserve le droit d'intervenir, à ses frais et risques dans la procédure engagée par PULSALYS pour obtenir réparation de son propre préjudice.

En cas d'action engagée par une seule PARTIE, cette seule PARTIE conservera tous dommages-intérêts qui pourraient être alloués à la suite d'actions intentées contre un contrefacteur ou un imitateur.

11.3 En cas d'action en contrefaçon, en nullité ou en concurrence déloyale intentée par un TIERS à l'encontre de PULSALYS ou d'un SOUS-LICENCE, à la suite de l'exploitation et/ou la commercialisation des PRODUITS, PULSALYS en avisera immédiatement l'ETABLISSEMENT qui s'engage à fournir à PULSALYS, pour elle-même et pour les SOUS-LICENCES, tous les documents et informations en sa possession et qui peuvent être nécessaires pour aider à la défense de PULSALYS ou d'un SOUS-LICENCE. Si PULSALYS ou un SOUS-LICENCE est condamnée pour ladite contrefaçon ou en concurrence déloyale, l'ETABLISSEMENT ne pourra être appelé en garantie par PULSALYS.

11.4 Les PARTIES acceptent de se fournir tous les documents ou éléments qui peuvent être nécessaires pour les actions mentionnées ci-dessus et à se tenir régulièrement informées des actions entreprises et des étapes importantes des procédures.

11.5 Les dispositions des alinéas 11.3 et 11.4 resteront en vigueur nonobstant l'arrivée à échéance ou la résiliation de la LICENCE.

## Article 12 - RESILIATION - EXPIRATION

12.1 La LICENCE sera résiliée de plein droit en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable de PULSALYS.

Dans le cas où PULSALYS ferait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, la LICENCE sera résiliée de plein droit par l'ETABLISSEMENT après mise en demeure

adressée à l'administrateur restée plus d'un (1) mois sans réponse, dans le respect des dispositions des articles L622-13, L641-10 et L641-11-1 du Code de Commerce.

Dans ces circonstances, les CONTRATS D'EXPLOITATION seront automatiquement résiliés. L'ETABLISSEMENT s'engage alors à concéder à l'exploitant SOUS-LICENCES, dans les conditions que ce dernier aura négocié avec PULSALYS, une licence d'exploitation de l'OBJET LICENCE.

12.2 La LICENCE pourra être résiliée de plein droit par l'une des PARTIES en cas d'inexécution par l'autre PARTIE d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses, et en particulier à l'Article 4 (Utilisation et exploitation) et à l'Article 6 (Modalités financières). Cette résiliation ne deviendra effective que quatre (4) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai, la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, au sens de l'article 1218 du Code Civil et reconnu comme tel par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce, sans préjudice du paiement de dommages-intérêts dus par la PARTIE défaillante en réparation du préjudice éventuellement subi par la PARTIE plaignante du fait de la résiliation anticipée de la LICENCE.

12.3 Si après une analyse approfondie, un doute persiste quant à la possibilité d'exploiter l'OBJET LICENCE, PULSALYS pourra résilier la LICENCE dans les conditions énoncées au 3.3.3 de l'ACCORD.

12.4 Nonobstant l'arrivée à échéance ou l'arrêt de la MATURATION, la LICENCE continuera à produire ses effets entre les PARTIES.

12.5 La LICENCE sera résiliée d'un commun accord lorsqu'un SOUS-LICENCE potentiel ou bénéficiant déjà d'une SOUS-LICENCE souhaite obtenir une cession ou une licence de premier rang de l'OBJET LICENCE, tel que visé aux articles 3.4.3 et 3.4.4 de l'ACCORD.

De même, la LICENCE sera également résiliée d'un commun accord, si les PARTIES le jugent plus approprié à une exploitation efficace de l'OBJET LICENCE et que l'ETABLISSEMENT et les autres COPROPRIETAIRES décident de céder l'OBJET LICENCE à PULSALYS conformément à l'article 3.4.5 de l'ACCORD.

12.6 A l'arrivée à échéance ou en cas de résiliation de la LICENCE, PULSALYS s'engage :

- à ne plus exploiter ou laisser exploiter directement ou indirectement l'OBJET LICENCE,
- à restituer à l'ETABLISSEMENT, dans le mois suivant l'expiration ou la résiliation de la LICENCE, tous les documents et les divers matériels que l'ETABLISSEMENT lui aurait transmis, sans pouvoir en conserver de reproduction, sauf à des fins d'archives légales, et
- à transmettre à l'ETABLISSEMENT tous les documents et informations relatifs à l'OBJET LICENCE.

## Article 13 - STOCKS

Dans le cas où des SOUS-LICENCES deviendraient, à la date de résiliation de la LICENCE, des PRODUITS, y compris les composants pour leur fabrication, en stock, ils seront autorisés à fabriquer et à vendre ces PRODUITS pendant un délai de douze (12) mois suivant la date de résiliation de la LICENCE sous réserve, d'une part, d'adresser à l'ETABLISSEMENT à la date de résiliation de la LICENCE un état détaillé des stocks, et d'autre part, de respecter les obligations financières stipulées dans la SOUS-LICENCE.

## **Article 14 - INTEGRALITE ET LIMITES DU CONTRAT**

14.1 La LICENCE exprime l'intégralité des obligations des PARTIES relativement à son objet. Elle annule et remplace tous les échanges qui ont lieu entre les PARTIES, en relation avec l'objet de la LICENCE

14.2 La LICENCE ne pourra être modifiée ou renouvelée que par un avenant signé par les représentants des PARTIES, dûment habilités à cet effet.

14.3 Il est précisé que les relations s'établissant entre les PARTIES au titre de la LICENCE ne confèrent aucun droit autre que ceux mentionnés dans la LICENCE. Il est entendu que la LICENCE n'empêche, notamment, concession au profit de PULSALYS d'aucun droit hors du DOMAINE et du TERRITOIRE, ni d'aucun droit sur des technologies autre que l'OBJET LICENCE.

## **Article 15 - TITRES**

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistant.

## **Article 16 - INVALIDITE D'UNE CLAUSE**

Si une ou plusieurs stipulations de la LICENCE étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement - et en particulier du droit de l'Union Européenne - ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée et les PARTIES procéderont sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature de la LICENCE.

## **Article 17 - RENONCIATION**

Le fait pour l'une des PARTIES de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre PARTIE à l'une quelconque des obligations visées dans la LICENCE ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation au bénéfice de l'obligation en cause.

## **Article 18 - FORCE MAJEURE**

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence des cours et tribunaux français.

## **Article 19 - LITIGES - DROIT APPLICABLE**

19.1 La LICENCE est régie par les lois et règlements français.

19.2 En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la LICENCE, les PARTIES s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.

A défaut de règlement amiable dans un délai de trois (3) mois, à compter de la première notification concernant le différend, le litige sera porté devant les juridictions lyonnaises compétentes.

19.3 Le présent Article restera en vigueur nonobstant tous les cas d'expiration ou de résiliation de la LICENCE.

## Article 20 - ENREGISTREMENT

20.1 La LICENCE pourra être inscrite auprès des organismes compétent, par les soins et aux frais de PULSALYS.

Il est de la responsabilité de PULSALYS de limiter les éléments faisant l'objet de toute inscription, et de respecter à cette occasion la confidentialité.

20.2 Tout enregistrement fiscal nécessaire sera réalisé par PULSALYS à ses seuls frais.

## Article 21 - NOTIFICATIONS

Toute notification requise au titre de la LICENCE sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception, à la PARTIE concernée à l'adresse suivante :

Pour l'ETABLISSEMENT :  
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2  
Direction de la Recherche et des Ecoles doctorales  
86 rue Pasteur  
69365 Lyon Cedex 07

Pour PULSALYS :  
PULSALYS  
Dossier n° .....  
47 boulevard du 11 Novembre 1918  
CS 90170  
69625 Villeurbanne Cedex

Fait en trois (3) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des PARTIES et un (1) pour l'enregistrement.  
Signé à VILLEURBANNE,  
Date :  
Signé à LYON,  
Date :

Madame Sophie JULLIAN  
Présidente de PULSALYS

Madame Nathalie DOMPNIER  
Présidente de l'ETABLISSEMENT

### ANNEXE 3 : Contrat de MATURATION

La présente Annexe constitue la base contractuelle du contrat de MATURATION que les PARTIES à l'ACCORD s'engagent à reproduire suite à la décision de PULSALYS d'engager un INVESTISSEMENT, formalisé par une LICENCE, en MATURATION, étant entendu que les termes de cette base contractuelle pourront être modifiés au cas par cas par les PARTIES.

En cas de conflit ou contradiction entre une quelconque disposition de la présente annexe et une quelconque disposition du contrat de MATURATION conclue entre l'ETABLISSEMENT et PULSALYS, la disposition du contrat de MATURATION prévaudra.

Les mots ou groupe de mots écrits en lettre capitales et non définis dans la présente annexe ont la même signification que ceux définis dans l'Article 1 de l'ACCORD.

CONTRAT DE MATURATION  
N°

#### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES LYON SAINT ETIENNE,**

Société par Actions Simplifiées,

Au capital de 1 000 000 euros, Immatriculée au RCS de Lyon, sous le numéro B 799 917 414,

Dont le siège social est situé 47, Boulevard du 11 Novembre 1918, CS 90170, 69625 VILLEURBANNE Cedex,

N° SIRET 79991741400028, Code APE : 7022Z,

Représentée par sa Présidente, Madame Sophie JULLIAN,

Ci-après désignée, sous sa marque déposée, par « **PULSALYS** »

#### D'UNE PART

**ET**

**L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2,**

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,

Dont le siège social est situé 18 quai Claude Bernard, 69007 LYON,

N° SIRET : 19691775100014, code APE : 8542 Z,

Représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER,

Ci-après dénommé l'« **ETABLISSEMENT** »,

L'ETABLISSEMENT ayant reçu mandat, en application de l'Article ... / du décret ... / du contrat/mandat ... signé le ..., de la part de ..., et de ..., relativement à l'exercice de l'ensemble des droits et obligations de ces derniers dans le cadre du présent contrat.

#### D'AUTRE PART

PULSALYS et l'ETABLISSEMENT seront ci-après désignés individuellement la "PARTIE" et collectivement les "PARTIES".

## ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

Au sein du/(des) laboratoires ..... UMR ..... (ci-après le/les « **LABORATOIRE(S)** »), Messieurs ..... (ci-après les « **INVENTEURS/AUTEURS** ») ont développé des résultats relatifs à/au dispositif suivant : ..... (ci-après les « **RESULTATS** ») qui ont fait l'objet d'une DECLARATION D'INVENTION signée par les INVENTEURS/AUTEURS le .....

PULSALYS a pour mission d'assurer le transfert des résultats et compétences issus du LABORATOIRE vers le monde socio-économique.

En date du ..... PULSALYS a exercé son DROIT DE PREMIER REGARD, dont elle dispose sur les RESULTATS du (des) LABORATOIRE(S) en vue d'engager ou non un INVESTISSEMENT sur ces derniers. Puis, et conformément aux recommandations de son comité d'investissement du ....., /et après accord de son Conseil d'Administration du ..... PULSALYS a décidé d'engager un INVESTISSEMENT sur les RESULTATS. Dans ce cadre, PULSALYS a plus particulièrement décidé d'engager des actions d'INVESTISSEMENT en MATURATION pour un montant prévisionnel global de ..... (hors taxes).

Conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre signé le ..... entre PULSALYS et l'ETABLISSEMENT (ci-après l'« **ACCORD** »), pris en application des engagements des actionnaires de PULSALYS, dont la COMUE Lyon Saint-Etienne, agissant au nom et pour le compte de ses membres fondateurs dont l'ETABLISSEMENT, ce dernier s'engage à concéder à PULSALYS une licence sur les RESULTATS pour lesquels PULSALYS a décidé d'engager un INVESTISSEMENT.

Ainsi, les PARTIES se sont réunis et ont conclu une LICENCE exclusive tout domaine tout territoire, permettant notamment à PULSALYS d'engager des actions d'INVESTISSEMENT en MATURATION. Les PARTIES souhaitent formaliser par le présent contrat (ci-après le « **présent Contrat** »), les termes et conditions applicables à la réalisation de la MATURATION.

## EN CONSQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIV

### ARTICLE 1 – OBJET

Le présent Contrat a pour objet de définir les obligations des PARTIES aux fins d'exécution de la MATURATION selon le programme de maturation (ci-après le « **PROGRAMME DE MATURATION** ») décrit en Annexe 1 du présent Contrat.

Il est entendu que les modalités de l'Accord 3.2 de l'ACCORD s'appliquent de plein droit dans le cadre de la MATURATION et sont complétées par les conditions

### ARTICLE 2 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

Le présent Contrat entrera en vigueur le ..... et se terminera le .....

### ARTICLE 3 – SUIVI DE LA MATURATION

3.1 Le suivi d'exécution de la MATURATION est placé sous le contrôle d'un comité (ci-après le « **COMITE DE MATURATION** ») composé :  
- du chargé de valorisation de PULSALYS en charge du suivi de la MATURATION : .....  
- du responsable scientifique de la MATURATION : ..... (ci-après le « **Responsable Scientifique** »).

3.2 Un compte-rendu du COMITE DE MATURATION sera adressé à chaque PARTIE.

3.3 Un représentant de l'ETABLISSEMENT sera invité à participer au COMITE DE MATURATION de fin de projet.

#### ARTICLE 4 – EXECUTION DE LA MATURATION

4.1 L'exécution de la MATURATION est réalisée par PULSALYS avec le concours de l'ETABLISSEMENT.

4.2 PULSALYS, s'engage à réaliser la MATURATION avec diligence et dans le respect de la réglementation applicable en vigueur, selon la méthodologie décrite dans le PROGRAMME DE MATURATION. L'ETABLISSEMENT s'engage à apporter à PULSALYS, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique de la MATURATION, et en lien avec le chargé de valorisation de PULSALYS, tout le concours nécessaire à la réalisation de la MATURATION.

4.3 L'ETABLISSEMENT, s'engage à affecter les sommes versées par PULSALYS à la réalisation de la MATURATION et selon le PROGRAMME DE MATURATION. Aux fins de versement desdites sommes, PULSALYS établira un bon de commande. L'ETABLISSEMENT émettra alors la facture correspondante à l'attention de PULSALYS. A l'issue de la réalisation des travaux, l'ETABLISSEMENT remettra à PULSALYS un relevé de dépenses certifiées par l'ETABLISSEMENT.

4.4 Les PARTIES s'informeront des difficultés ou événements, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution de la MATURATION ; et se concerteront pour toute modification du PROGRAMME DE MATURATION.

4.5 PULSALYS pourra faire appel à un/des tiers prestataire(s) pour la réalisation de tout ou partie de la MATURATION. PULSALYS reste seule responsable vis à vis de l'ETABLISSEMENT de la bonne exécution par son (ses) prestataire(s) des opérations confiées à ce(s) dernier(s). PULSALYS s'engage à ce que le(s) tiers prestataire(s) soient soumis à des obligations contractuelles nécessaires au respect des dispositions du présent Contrat et notamment des dispositions relatives à la confidentialité. De plus, PULSALYS prendra les mesures permettant d'acquiescer ou de se voir concéder les droits de propriété intellectuelle des résultats obtenus par le(s) tiers prestataire(s).

#### A ADAPTER AU CAS PAR CAS

4.6 Pour les besoins de la MATURATION, une partie du PROGRAMME DE MATURATION pourra être réalisée en partenariat avec un TIERS. Un contrat de co-maturation sera signé entre PULSALYS et ledit TIERS précisant l'apport technique et financier de chacun.

#### ARTICLE 5 – MODALITES D'ACCUEIL PAR LE LABORATOIRE

5.1 Afin de réaliser les missions mentionnées dans le PROGRAMME DE MATURATION, PULSALYS pourra recruter du personnel (ci-après le « PERSONNEL MATURATION PULSALYS »).

5.2 Le PERSONNEL MATURATION PULSALYS réalisera tout ou partie desdites missions dans les locaux du LABORATOIRE situé .....

5.3 Les modalités de l'article 5.3 de l'ACCORD s'appliquent de plein droit dans le cadre du présent Contrat.

#### ARTICLE 6 – COUT

La somme globale de ..... € HT (..... euros hors taxes) sera investie pour la réalisation de la PRE-MATURATION et de la MATURATION et réparti comme suit :

ETAPE 1	Date de début	..../../	Date de fin	..../../	Durée (mois)	..... mois	PULSALYS	ETABLISSEMENT	TOTAL
RESSOURCES HUMAINES							..... € HT	..... € HT	..... € HT
Cout de l'ingénieur maturation							..... € HT	..... € HT	..... € HT
Cout du suivi de projet							..... € HT	..... € HT	..... € HT
Total							..... € HT	..... € HT	..... € HT

COUTS DE FONCTIONNEMENT		..... € HT	..... € HT	..... € HT
Consommables	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Petit Matériel	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Coûts de fonctionnement	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Total	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
EQUIPEMENTS	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Equipement	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Total	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
FRAIS EXTERNES	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Prestation 1	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Prestation 2	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Total	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
FRAIS DIVERS	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Déplacement	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Autres	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Total	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
TOTAL PROJET	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Frais d'accueil (10% du coût de l'ingénieur maturation)	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Frais de gestion (16% des sommes versées à l'ETABLISSEMENT)	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT
TOTAL INVESTISSEMENT	..... € HT	..... € HT	..... € HT	..... € HT

				ETAPE 2
Date de début	...././....	PULSALYS	ETABLISSEMENT *	TOTAL
Durée (mois)	... mois			
Date de fin	...././....			
RESSOURCES HUMAINES				
Coût de l'ingénieur maturation	..... € HT			
Coût du suivi de projet	..... € HT			
Total	..... € HT			
COUTS DE FONCTIONNEMENT				
Consommables	..... € HT			
Petit Matériel	..... € HT			
Coûts de fonctionnement	..... € HT			
Total	..... € HT			
EQUIPEMENTS				
Equipement	..... € HT			
Total	..... € HT			
FRAIS EXTERNES				
Prestation 1	..... € HT			
Prestation 2	..... € HT			
Total	..... € HT			
FRAIS DIVERS				
Déplacement	..... € HT			



Autres	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Total	..... € HT	..... € HT	..... € HT
FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE	..... € HT	..... € HT	..... € HT
TOTAL PROJET	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Frais d'accueil (10% du coût de l'ingénieur)	..... € HT	..... € HT	..... € HT
Frais de gestion (16% des sommes versées à l'ETABLISSEMENT)	..... € HT	..... € HT	..... € HT
TOTAL INVESTISSEMENT	..... € HT	..... € HT	..... € HT

Pour l'ETABLISSEMENT, le coût global de l'encadrement scientifique pour la réalisation de la MATURATION est de ..... € HT (..... euros hors taxes).

### A ADAPTER AU CAS PAR CAS

PULSALYS versera à l'ETABLISSEMENT, la somme de ..... € HT (..... euros hors taxes) dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception d'une facture émise par l'ETABLISSEMENT selon les modalités mentionnées au 4.3. Cette somme sera versée à l'ETABLISSEMENT selon les modalités suivantes :

- 80% (quatre-vingt pour cent) à la signature du présent Contrat par l'ensemble des PARTIES  
- le solde à l'issu de la MATURATION à réception par PULSALYS d'un relevé de dépenses globales certifiées sera remis par l'ETABLISSEMENT à PULSALYS, à la demande expresse de PULSALYS.  
et du compte-rendu final de MATURATION. Conformément à l'ACCORD, le relevé de dépenses globales

Aux fins de versement desdites sommes, PULSALYS établira un bon de commande mentionnant l'intitulé « MATURATION L... ». L'ETABLISSEMENT émettra alors à l'attention de PULSALYS la facture correspondante mentionnant le même intitulé.

Le versement de ces sommes sera effectué par virement sur le compte bancaire ouvert au nom de l'Agent Banque : Trésor Public

Code banque : 10071  
Code guichet : 69000  
N° de compte : 00001004332  
Cie : 66  
IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266  
BIC : TRPUFRP1

### ARTICLE 7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

7.1 Les modalités de l'article 3.2.4 de l'ACCORD s'appliquent de plein droit dans le cadre du présent Contrat.

7.2 L'ETABLISSEMENT s'engage à ce que le Responsable Scientifique informe dans les meilleurs délais PULSALYS de tout RESULTAT obtenu dans le cadre de la MATURATION.  
Les RESULTATS ainsi obtenus seront la propriété des établissements tutelles du LABORATOIRE, et des éventuels établissements et/ou organismes TIERS concernés.

Sous réserve des droits des TIERS, ces RESULTATS sont concédés en licence à PULSALYS et font partie intégrante de la LICENCE.

### A ADAPTER AU CAS PAR CAS

En application de l'article 4.6, si les RESULTATS obtenus dans le cadre d'une co-maturation avec un TIERS appartiennent en copropriété entre les établissements tutelles du LABORATOIRE, les éventuels établissements et/ou organismes TIERS concernés et ledit TIERS ; il est entendu que PULSALYS sera en charge de la gestion et de la valorisation de la quote-part de l'ETABLISSEMENT. Les modalités mentionnées dans la présente LICENCE s'appliqueront.

### ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE

Les PARTIES s'engage à respecter les modalités de l'article 8 de l'ACCORD.

## ARTICLE 9 – RESILIATION

9.1 Le présent Contrat sera résilié de plein droit en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable de PULSALYS.

Dans le cas où PULSALYS ferait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le présent Contrat sera résilié de plein droit par l'ETABLISSEMENT après mise en demeure adressée à l'administrateur resté plus d'un (1) mois sans réponse, dans le respect des dispositions des articles L622-13, L641-10 et L641-11-1 du Code de Commerce.

9.2 Le présent Contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des PARTIES en cas d'inexécution par l'autre PARTIE d'une ou de plusieurs obligations contenues dans ses diverses clauses.  
Cette résiliation ne deviendra effective que quatre (4) mois après l'envoi par la PARTIE plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai, la PARTIE défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, au sens de l'article 1218 du code civil et reconnu comme tel par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, et ce, sans préjudice du paiement de dommages-intérêts dus par la PARTIE défaillante en réparation du préjudice éventuellement subi par la PARTIE plaignante du fait de la résiliation anticipée du présent Contrat.

9.3 Il est entendu entre les PARTIES que nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance du présent Contrat, la LICENCE N°L..... continuera à produire ses effets entre les PARTIES.

## ARTICLE 10 – NOTIFICATIONS

Toute notification requise au titre du présent Contrat sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception, à la PARTIE concernée à l'adresse suivante :

Pour PULSALYS :  
PULSALYS  
Dossier N°L.....  
47 boulevard du 11 novembre 1918  
CS 90170  
69625 VILLEURBANNE Cedex

Pour l'ETABLISSEMENT :  
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2  
Direction de la Recherche et des Ecoles doctorales  
86 rue Pasteur  
69365 Lyon Cedex 07

## ARTICLE 11 – LITIGES - DROIT APPLICABLE

11.1 Le présent Contrat est régi par les lois et règlements français.

11.2 En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat, les PARTIES s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.

A défaut de règlement amiable dans un délai de trois (3) mois, à compter de la première notification concernant le différend, le litige sera porté devant les juridictions lyonnaises compétentes.

11.3 Le présent article restera en vigueur nonobstant tous les cas d'expiration ou de résiliation du présent Contrat.

## ARTICLE 12 – DIVERS

12.1 Aucune des PARTIES ne peut céder en tout ou partie le présent Contrat à un tiers sans l'accord préalable et écrit de l'autre PARTIE.

12.2 Le présent Contrat et ses annexes représentent l'intégralité des obligations entre les PARTIES relativement à son objet. Le fait par l'une des PARTIES de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre PARTIE, ou à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

12.3 Le présent Contrat ne pourra être modifié ou renouvelé que par un avenant signé par les représentants des PARTIES, dûment habilités à cet effet.

12.4 Si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour chacune des PARTIES.

Signé à VILLEURBANNE,  
Date :  
Signé à LYON,  
Date :

Madame Sophie JULLIAN  
Présidente de PULSALYS

Madame Nathalie DOMPNIER  
Présidente de l'ETABLISSEMENT

Visa du directeur du LABORATOIRE

Visa du Responsable Scientifique

Annexe 1 : PROGRAMME DE MATURATION

REFERENCE PROJET	Numéro PULSALYS : Nom du projet : Responsable Scientifique : Chargée de valorisation: Titre :
LABORATOIRES	Laboratoire dans lequel a été développé les résultats : UMR ou autre référence : Directeur(s) de Laboratoire : Gestionnaire établissement: Tutelles:
PROPRIETE INTELLECTUELLE	
DESCRIPTION	
OBJECTIFS DU PROGRAMME, PLANNING ET RESSOURCES	
RESUME DU PROGRAMME	
Objectifs :	
Livrables :	
Personnes impliquées :	
Planning :	

Annexe 2 : Modèle de Rapport d'Activité

REFERENCE PROJET

Numéro PULSALYS :

Responsable Scientifique :

Titre :

Chargée de valorisation PULSALYS :

LABORATOIRE

Laboratoire dans lequel a été réalisé la MATURATION :

UMR ou autre référence :

Directeur(s) de Laboratoire :

Gestionnaire établissement:

Tutelles:

RAPPEL DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

BILAN DU PROGRAMME

Objectif/livrable 1:

Résultat atteint:

Objectif/livrable 2:

Résultat atteint:

Commentaires:

PROPRIETE INTELLECTUELLE

Résultats obtenus pouvant faire l'objet d'un dépôt de demande de brevet:

Résultats obtenus permettant de renforcer un brevet existant (preuve de concept ...:  
- Brevet concerné (n° de dépôt et titre)

- Développements réalisés et résultats obtenus

Logiciels créés et transférables:

Savoir-faire développé et transférable:

Nom, date et signature du Directeur de LABORATOIRE:

Nom, date et signature du Responsable scientifique :

Nom, date et signature du Chargé de valorisation de PULSALYS :

#### ANNEXE 4 : Contrat de copropriété

La présente Annexe constitue la base contractuelle du contrat de copropriété que PULSALYS s'engage à proposer aux COPROPRIETAIRES dès lors qu'elle a décidé d'engager un INVESTISSEMENT, étant entendu que les termes de cette base contractuelle pourront être modifiés au cas par cas par les PARTIES et les COPROPRIETAIRES.

En cas de conflit ou contradiction entre une quelconque disposition de la présente annexe et une quelconque disposition du contrat de copropriété conclu entre les COPROPRIETAIRES, la disposition du contrat de copropriété prévaudra.

CONTRAT DE COPROPRIETE DE .....  
N°

#### ENTRE LES SOUSSIGNES

**L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2,**  
Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège social est situé 18 quai Claude Bernard, 69007 LYON,  
N° SIRET : 19691775100014, code APE : 8542 Z,  
Représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER,  
Ci-après dénommée le « **COPROPRIETAIRE 1** »

ET

.....  
.....  
.....  
L'.....  
Ci-après dénommée « **COPROPRIETAIRE 2** »

ET

.....  
.....  
.....  
L'.....  
Ci-après dénommée « **COPROPRIETAIRE 3** »

Le COPROPRIETAIRE 1, le COPROPRIETAIRE 2 et le COPROPRIETAIRE 3 sont ci-après conjointement désignés par « **PARTIES** » et individuellement par « **PARTIE** ».

**IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :**

Au sein du Laboratoire XXX UMR XXX (ci-après le « **LABORATOIRE** »),  
Monsieur XXX,  
Madame XXX,

(ci-après les « **INVENTEURS** ») ont développé des résultats relatifs à XXX (ci-après les « **RESULTATS** »).

Conformément à leur déclaration d'invention jointe en annexe du présent contrat, les quotes-parts d'inventivité des INVENTEURS sont respectivement de :

- XXX% (en lettres) pour Monsieur XXX du **LABORATOIRE** XXX,
- XXX% (en lettres) pour Monsieur XXX du **LABORATOIRE** XXX,

PULSALYS a pour mission d'assurer le transfert des résultats et compétences issus des **LABORATOIRES** vers le monde socio-économique et dispose à ce titre, sous réserve de droits de tiers, d'un droit de premier regard sur les résultats issus desdits **LABORATOIRES**.

Dans ce cadre, en date du XXX, PULSALYS a exercé son droit de premier regard sur les **RESULTATS**. Puis, et conformément aux recommandations de son comité d'investissement du ....., /et après accord de son Conseil d'Administration du ..... PULSALYS a décidé d'engager un investissement sur lesdits **RESULTATS**, formalisé par un contrat de licence(ci-après le « **CONTRAT DE LICENCE PULSALYS** ») entre PULSALYS et le **MANDATAIRE**, tel que défini ci-après.

Les **RESULTATS** ont fait l'objet, par PULSALYS, d'un dépôt d'une demande de brevet prioritaire français intitulée « XXX » déposée le XXX sous le numéro XXX aux noms des **PARTIES**/ d'un dépôt d'un logiciel auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes (APP) le XXX, sous le numéro IDDN.FRXXX aux noms des **PARTIES**/ d'un dépôt d'une enveloppe Soileau à l'INPI le XXX enregistrée sous le numéro XXX.

Le présent contrat (ci-après le « **CONTRAT DE COPROPRIETE** »), a pour objet de réglementer les droits et obligations des **PARTIES** applicables à la copropriété des **BREVETS/LOGICIEL/SAVOIR-FAIRE**, tels que définis ci-après, dans le respect du décret 2009-645 du 9 juin 2009 appliqué dans la Convention quinquennale de site signée le 18 novembre 2014, prolongé par avenant signé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 par les **PARTIES** (ci-après désignée par « **Convention de site** »).



## EN CONSÉQUENCE DE QUOI LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

### Article Préliminaire - DEFINITIONS

Les mots au pluriel pouvant s'entendre au singulier et réciproquement, les PARTIES conviennent expressément que les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :

**Par BREVETS**, on entend :

- la demande de brevet prioritaire français déposée le XXX sous le numéro XXX aux noms des PARTIES intitulée « XXX », et citant comme inventeurs les INVENTEURS;

- ainsi que tous brevets et demandes de brevet issus en partie ou en totalité des demandes de brevet ci-dessus citées, ou déposés sous priorité desdites demandes, et tous les droits qui en découlent.

**Par CABINET**, on entend le cabinet de conseil en propriété intellectuelle qui a reçu la responsabilité d'établir tous les documents pour la préparation, le dépôt, l'extension, la délivrance et le maintien en vigueur des BREVETS, mais aussi ses correspondants étrangers, et éventuellement la société de service en charge du recouvrement des annuités afférentes aux BREVETS.

**Par CONTRAT D'EXPLOITATION**, on entend tout contrat signé par le MANDATAIRE avec un tiers, visant à l'exploitation des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE, objet du CONTRAT DE COPROPRIÉTÉ. Sont notamment des CONTRATS D'EXPLOITATION, lettre d'intention, lettre d'engagement, protocole d'accord, contrat d'option de (sous) licence, contrat de (sous) licence à l'exclusion des contrats de licence et contrat d'option de licence signés entre le MANDATAIRE et PULSALYS et de tout autre contrat sollicitant, pour leur exécution, la mise en œuvre des compétences du LABORATOIRE, tel que des accords de transfert de matériel. Sont exclus de cette définition tout type de contrat relatif à une collaboration de recherche avec des tiers publics ou privés telles que les contrats de collaboration de recherche ou les prestations de service. Sont exclus les contrats de cession et d'abandon des BREVETS ou les contrats ayant pour effet de conférer une option de cession des BREVETS.

**Par DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR**, on entend la date de dépôt de la demande de brevet prioritaire français, soit le XXX/ la date de dépôt du LOGICIEL à l'APP soit le XXX/ la date de dépôt de l'enveloppe Soaleu à l'INPI soit le XXX.

**Par DATE DE SIGNATURE**, on entend la dernière date de signature du CONTRAT DE COPROPRIÉTÉ par les PARTIES.

**Par FRAIS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**, on entend exclusivement les frais facturés par le CABINET en charge des BREVETS, par ses correspondants étrangers ou par la société de services en charge du paiement des taxes de maintien, ou d'autres parties (agences, notaires), engagés pour les opérations d'analyse de brevetabilité, de préparation, d'enregistrement, de dépôt, d'extension, de délivrance, de défense devant un Office des brevets et de maintien en vigueur des BREVETS/ toute action de sécurisation d'un SAVOIR-FAIRE/ tous frais engagés pour le dépôt ou le référencement de LOGICIELS, tel que les dépôts auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes.

Les FRAIS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ne comprennent pas les frais exceptionnels, comme en particulier les frais engagés dans des procédures d'action en contrefaçon initiées par une (les) PARTIE(S) pour la défense des BREVETS.

**Par INFORMATIONS CONFIDENTIELLES**, on entend toute information ou données ou toute information protégée, quelle qu'en soit leur forme, appartenant aux PARTIES ou à l'une des PARTIES, que sa forme soit écrite, graphique, orale, ou toute autre.

**Par LOGICIEL**, on entend le logiciel intitulé « XXX » et, déposé à l'APP le XXX, sous le numéro IDDN.FR.XXX.

Par **MANDATAIRE**, on entend la personne publique désignée mandataire, conformément au décret 2009-645 du 9 juin 2009 appliqué dans la Convention de site. Le MANDATAIRE est la PARTIE chargée de gérer l'ensemble des opérations liées à la préparation, au dépôt, à l'extension, à la délivrance et au maintien en vigueur des BREVETS/ au dépôt et à la gestion administrative du LOGICIEL/ du SAVOIR-FAIRE, ainsi que d'identifier et de contacter des partenaires potentiels pour l'exploitation des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE et de prendre toutes les mesures nécessaires à ladite exploitation.

Par **QUOTE PART**, on entend la quote-part de propriété dans les BREVETS/les LOGICIELS/le SAVOIR-FAIRE de chacune des PARTIES, telle que définie à l'article 1.1.

Par **REVENUS D'EXPLOITATION**, on entend le produit hors taxes des revenus directs et indirects facturés et encaissés par le MANDATAIRE auprès d'un tiers, en application d'un CONTRAT D'EXPLOITATION, quelle que soit la forme prise par ce CONTRAT D'EXPLOITATION.

Ces sommes peuvent être de tout type (incluant, sans limitation, les encaissements de montants forfaitaires, les encaissements d'étapes de développement et/ou réglementaires, les recettes d'option, les redevances annuelles minimum et les redevances) et/ou les éventuelles plus-values perçues par le MANDATAIRE sur les cessions d'éventuelles valeurs mobilières acquises par ledit MANDATAIRE au titre de prises de participation dans le capital de jeunes sociétés en contrepartie de la concession de droits d'exploitation sur tout ou partie des BREVETS/du LOGICIELS/du SAVOIR-FAIRE.

Sont également considérés comme des REVENUS D'EXPLOITATION les revenus perçus par le MANDATAIRE d'un contrefacteur de droits de propriété intellectuelle sur les BREVETS, suite à une conciliation ou une action en justice, déduction faite des frais de procédure, y compris les frais d'avocat, engagés par le MANDATAIRE ou les frais éventuellement engagés par une PARTIE qui lui seront remboursés. Sont considérés comme des REVENUS D'EXPLOITATION les revenus encaissés par le MANDATAIRE en contrepartie d'un CONTRAT D'EXPLOITATION et d'un contrat de cession signé avec des tiers, tel que visé à l'article 7 du CONTRAT DE COPROPRIETE.

Les REVENUS D'EXPLOITATION ne comprennent pas les revenus issus des contrats de collaboration de recherche sollicitant, pour leur exécution, la mise en œuvre des compétences du LABORATOIRE qui seront versés directement à la (aux) PARTIE(S) participant à ladite collaboration.

Par **SAVOIR-FAIRE**, on entend un savoir-faire secret, substantiel, transmissible et non immédiatement accessible au public, portant sur XXX et ayant fait l'objet d'un dépôt d'enveloppe Soleau à l'INPI le XXX et enregistrée sous le numéro XXX

Les mots au singulier peuvent s'entendre au pluriel et réciproquement.

## Article 1 - OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT

1.1 Les PARTIES sont copropriétaires des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE dans les proportions suivantes :

- XXX% (en lettre) pour le COPROPRIETAIRE 1,
- XXX% (en lettre) pour le COPROPRIETAIRE 2
- XXX% (en lettre) pour le COPROPRIETAIRE 3

1.2 Dès lors, les PARTIES souhaitent formaliser les règles applicables à la copropriété des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE et les droits et obligations en résultant.

## Article 2 - DUREE

A compter de la DATE DE SIGNATURE, le CONTRAT DE COPROPRIETE prendra effet rétroactivement à la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, et restera en vigueur, sauf résiliation anticipée,

(a) dans le cas d'un BREVET :  
Jusqu'à l'expiration ou l'abandon du dernier des BREVETS.

(b) dans le cas d'un LOGICIEL :  
pendant toute la durée de protection légale du LOGICIEL

(c) dans le cas d'un SAVOIR-FAIRE :  
Jusqu'à ce que le SAVOIR-FAIRE soit tombé dans le domaine public.

Il est d'ores et déjà entendu entre les PARTIES que les dispositions des articles 5 et 6 resteront en vigueur jusqu'à ce que l'ensemble des REVENUS D'EXPLOITATION perçus en vertu d'un CONTRAT D'EXPLOITATION soit réparti conformément à l'article 5.

### Article 3 - DEPOT, DELIVRANCE ET MAINTIEN EN VIGUEUR DES BREVETS

3.1 Conformément à la Convention de site, XXX est désigné(e) MANDATAIRE.

3.2 Au cas où le MANDATAIRE souhaiterait abandonner son rôle de MANDATAIRE, il devra le notifier aux autres PARTIES au moins 60 (soixante) jours avant la prochaine échéance de procédure de propriété intellectuelle afin que les autres PARTIES puissent reprendre cette responsabilité, si elles le souhaitent.

3.3 Le MANDATAIRE dispose de plein droit d'un mandat pour exercer l'ensemble des droits et obligations des PARTIES relatifs aux BREVETS, à l'exception du droit d'en céder la propriété et d'abandonner les BREVETS, sans l'accord des autres PARTIES.

En particulier, le MANDATAIRE assume :  
- les décisions de protection, d'extension de la protection, du choix des pays visés en « phase nationale », du maintien en vigueur,  
- les décisions du choix du mode d'exploitation et du ou des tiers exploitants.

Le MANDATAIRE tient les autres PARTIES régulièrement informées au préalable des actions de protection, d'exploitation ainsi que du choix des pays d'extension des BREVETS, à charge pour l'autre PARTIE de communiquer au MANDATAIRE, son refus d'être cité comme co-déposant dans les demandes de BREVETS correspondantes selon les modalités précisées ci-dessous. Le MANDATAIRE s'engage à transmettre copie de tous les documents relatifs à la gestion des BREVETS. Chaque PARTIE informe les INVENTEURS qu'elle emploie.

Chaque PARTIE fera ses meilleurs efforts pour que les membres de son personnel cités comme inventeurs fournissent les signaux nécessaires et prennent les mesures leur incombant en qualité d'inventeurs et nécessaires au dépôt et au maintien en vigueur des BREVETS.

Sous réserve d'un accord explicite du MANDATAIRE, les autres PARTIES peuvent lui apporter leur concours dans des situations pour lesquelles un appui est nécessaire, notamment en cas d'action en justice.

3.4 L'exercice du mandat n'exclut aucunement la possibilité pour le MANDATAIRE de confier l'exécution de tout ou partie des actions relatives à la protection ou à l'exploitation des BREVETS à un tiers. La responsabilité vis-à-vis des autres PARTIES reste alors du ressort du MANDATAIRE.

3.5 Si l'une des PARTIES :

- décide d'abandonner un des BREVETS, ou
- ne souhaite pas participer à l'extension ou à la poursuite de la procédure dans un pays particulier, ou

- ne souhaite pas entreprendre de FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE exceptionnels

à l'exception de ceux relatifs à une action en contrefaçon, tels que décrit à l'article 9, ou

- sous réserve des modalités mentionnées à l'article 4.2.4 ci-dessous et avant la réception

d'une facture, ne souhaite plus payer les FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE pour les

BREVETS,

elle le notifiera par écrit au MANDATAIRE avant la prochaine échéance de procédure de propriété

intellectuelle et abandonnera aux autres PARTIES sa QUOTE PART de propriété sur lesdits

BREVETS dans les pays pour lesquels la PARTIE n'a pas souhaité étendre, poursuivre la procédure

de délivrance des BREVETS, ou payer des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE exceptionnels

à l'exception de ceux cités à l'article 9. La QUOTE PART de ladite PARTIE sera redistribuée à parts

égales aux autres PARTIES copropriétaires. L'abandon desdits droits prendra effet à compter de la

réception de la notification d'abandon par le MANDATAIRE.

Ledit abandon sera formalisé entre les PARTIES par la signature d'une déclaration d'abandon de

QUOTE PART de BREVETS.

La PARTIE qui abandonne sa QUOTE PART de propriété sur les BREVETS s'engage à fournir à

l'autre PARTIE toutes les signatures et tous les documents nécessaires à la poursuite de la procédure

de l'un quelconque des BREVETS abandonnés.

3.6

Si l'une des PARTIES décide d'abandonner ses droits sur les BREVETS dans un pays, les FRAIS DE

PROPRIETE INTELLECTUELLE éventuellement payés pour ce pays par cette PARTIE

antérieurement à la date de notification de sa décision d'abandon ne pourront en aucun cas lui être

remboursés. A moins que les PARTIES n'en disposent autrement, à compter de la date de réception

de la notification d'abandon de QUOTE PART susmentionnée, cette dernière ne recevra plus aucun

REVENU D'EXPLOITATION sur les BREVETS abandonnés dans ledit pays. La décision d'abandon

ne dispense pas la PARTIE qui abandonne de régler, le cas échéant, sa QUOTE PART de FRAIS DE

PROPRIETE INTELLECTUELLE, engagés jusqu'à la notification de l'abandon.

3.7

Dans tout pays dans lequel une des PARTIES décide de poursuivre seule les procédures de

préparation, de dépôt, d'extension, de délivrance, et de maintien en vigueur des BREVETS devant un

office, les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE correspondants seront à la seule charge de ladite

PARTIE.

3.8

Si les PARTIES renoncent à conserver en vigueur l'ensemble de la famille de BREVET, le

MANDATAIRE s'engage, après avoir reçu l'accord écrit des autres PARTIES pour ces abandons et

avant d'effectuer ces dits abandons, à proposer aux inventeurs cités dans le BREVET de reprendre

lesdites opérations à leurs noms et à leurs frais.

3.9

Modalités de la prise en charge des FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE :

3.9.1 Sous réserve des dispositions de l'article 4.2.5 et en application de la Convention de site, les

FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE sont pris en charge par le MANDATAIRE. Ces FRAIS DE

PROPRIETE INTELLECTUELLE sont remboursés sur les REVENUS D'EXPLOITATION.

3.9.2 Nonobstant ce qui précède et par application de la Convention de site, les autres PARTIES, à

l'exclusion du CNRS, contribuent à la prise en charge des FRAIS DE PROPRIETE

INTELLECTUELLE, à part égale avec ledit MANDATAIRE, soit :

- XXXX% (en lettre) pour le COPROPRIETAIRE 1,

- XXXX% (en lettre) pour le COPROPRIETAIRE 2,

- XXXX% (en lettre) pour le COPROPRIETAIRE 3,

Sous réserve de l'article 4.2.5, à compter de la dernière date de signature du CONTRAT DE  
COPROPRIETE par les PARTIES, les PARTIES suscitées s'engagent à rembourser au

MANDATAIRE, selon les pourcentages définis ci-dessus, le montant des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE, qu'il a engagés seul jusqu'à cette date, sous réserve que le MANDATAIRE fournisse à chacune des PARTIES suscitées les justificatifs nécessaires à sa demande de remboursement. Ce remboursement sera dû trente (30) jours après émission de la facture correspondante par le MANDATAIRE.

De plus, à compter de la dernière date de signature du CONTRAT DE COPROPRIETE par les PARTIES, le MANDATAIRE demandera au CABINET de facturer les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE directement, selon les pourcentages définis ci-dessus, aux PARTIES suscités.

3.9.3 Le MANDATAIRE accepte de ne pas engager de FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE exceptionnels pour l'un quelconque des BREVETS, et notamment pour les procédures d'appel, d'interférence, d'opposition, de réexamen ou de ré issue, sans le consentement écrit préalable des autres PARTIES.

En cas d'accord d'exploitation avec un tiers, le MANDATAIRE s'engage à faire ses meilleurs efforts pour faire supporter à ce dernier la totalité des FRAIS DE PROPRIETE INTELECTUELLE.

OU

### Article 3 – DEPOT ET MAINTIEN EN VIGUEUR DU LOGICIEL

3.1 Conformément à la Convention de site, XXX est désigné(e) MANDATAIRE

3.2 Au cas où le MANDATAIRE souhaiterait abandonner son rôle de MANDATAIRE, il devra le notifiera aux autres PARTIES afin que les autres PARTIES puissent reprendre cette responsabilité, si elles le souhaitent.

3.3 Le MANDATAIRE dispose de plein droit d'un mandat pour exercer l'ensemble des droits et obligations des PARTIES relatifs au LOGICIEL, à l'exception du droit de le céder, sans l'accord des autres PARTIES.

3.4 Si l'une des PARTIES décide d'abandonner sa QUOTE-PART sur le LOGICIEL, elle le notifiera par écrit aux autres PARTIES et abandonnera aux autres PARTIES sa QUOTE-PART de propriété sur le LOGICIEL. L'abandon desdits droits prendra effet à compter de la réception de la notification par la PARTIE destinataire.

La PARTIE qui abandonne sa QUOTE-PART s'engage à fournir aux autres PARTIES toutes les signatures et documents nécessaires à toute action ayant trait à la vie du LOGICIEL.

3.5 Si l'une des PARTIES décide d'abandonner ses droits sur le LOGICIEL, et à moins que les PARTIES n'en disposent autrement, ladite PARTIE ne recevra plus aucun REVENU D'EXPLOITATION sur le LOGICIEL à compter de la réception de la notification par la PARTIE destinataire.

OU

### Article 3 - DEPOT ET MAINTIEN EN VIGUEUR DU SAVOIR-FAIRE

3.1 Conformément à la Convention de site, XXX est désigné(e) MANDATAIRE

3.2 Au cas où le MANDATAIRE souhaiterait abandonner son rôle de MANDATAIRE, il devra le notifiera aux autres PARTIES afin que les autres PARTIES puissent reprendre cette responsabilité, si elles le souhaitent.

3.3 Le MANDATAIRE dispose de plein droit d'un mandat pour exercer l'ensemble des droits et obligations des PARTIES relatifs au SAVOIR-FAIRE, à l'exception du droit de le céder, sans l'accord des autres PARTIES.

3.4 Si l'une des PARTIES décide d'abandonner sa QUOTE-PART sur le SAVOIR-FAIRE, elle le notifiera par écrit aux autres PARTIES et abandonnera aux autres PARTIES sa QUOTE-PART de propriété sur le SAVOIR-FAIRE. L'abandon desdits droits prendra effet à compter de la réception de la notification par la PARTIE destinataire.

3.5 Si l'une des PARTIES décide d'abandonner ses droits sur le SAVOIR-FAIRE, et à moins que les PARTIES n'en disposent autrement, ladite PARTIE ne recevra plus aucun REVENU D'EXPLOITATION sur le SAVOIR-FAIRE à compter de la réception de la notification par la PARTIE destinataire.

#### Article 4 - UTILISATION ET EXPLOITATION DES BREVETS/DU LOGICIEL/DU SAVOIR-FAIRE

##### 4.1 Utilisation à des fins de recherche et d'enseignement

Les PARTIES seront libres d'utiliser l'invention reconnue ou non comme une INFORMATION CONFIDENTIELLE, objet des BREVETS/DU LOGICIEL/DU SAVOIR-FAIRE à des fins d'enseignement et de recherche exclusivement, seules ou en collaboration avec des tiers, sous réserve d'informer les autres PARTIES préalablement à toute collaboration.

##### 4.2 Exploitation:

4.2.1 Le MANDATAIRE est chargé d'effectuer toutes les démarches de promotion, prospection, négociation, visant à l'exploitation des BREVETS/DU LOGICIEL/DU SAVOIR-FAIRE.  
Si le MANDATAIRE ne souhaitait plus assumer la charge de MANDATAIRE, il le notifierait immédiatement aux autres PARTIES afin qu'elles puissent reprendre cette mission, si elles le souhaitent.

4.2.2 Le MANDATAIRE pourra seul négocier et signer tout CONTRAT D'EXPLOITATION ayant pour objet les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE, avec des tiers, en particulier industriels, à l'exception des contrats relatifs à une option de cession ou une cession des BREVETS/du LOGICIEL/DU SAVOIR-FAIRE.

Les projets de CONTRAT D'EXPLOITATION seront communiqués par le MANDATAIRE aux autres PARTIES pour information. Le MANDATAIRE enverra/transmettra par tout moyen une copie de chaque CONTRAT D'EXPLOITATION signé aux autres PARTIES.

4.2.3 Il est entendu que le MANDATAIRE ne pourra donner une quelconque garantie sur les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE autre que celle de l'existence matérielle desdits BREVETS/du LOGICIEL/DU SAVOIR-FAIRE tel qu'existant à la date de signature du CONTRAT D'EXPLOITATION. En application du présent article, le MANDATAIRE ne pourra donner aucune garantie, tant expresse qu'implicite, concernant les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE, notamment s'agissant de leur utilité, de leur exploitabilité industrielle et/ou commerciale ou leur adaptation à une quelconque fonction.

4.2.4 Sous réserve d'une notification adressée au MANDATAIRE, les autres PARTIES pourront proposer au MANDATAIRE des licences ou cessionnaires potentiels pour l'exploitation des BREVETS/du LOGICIEL/DU SAVOIR-FAIRE.

Les PARTIES reconnaissent que, conformément aux accords en vigueur entre le MANDATAIRE et PULSALYS, le MANDATAIRE concèdera prioritairement à PULSALYS une licence d'exploitation sur les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE.

Dans le cas où le MANDATAIRE concède ladite licence à PULSALYS, PULSALYS se substituera dans les actions du MANDATAIRE prévues aux articles 3, 4.2, 5 et 6. Ceci sera le cas échéant formalisé dans le CONTRAT DE LICENCE PULSALYS, tel que visé en préambule.

Les PARTIES reconnaissent notamment que, dans le cas où le MANDATAIRE concède à PULSALYS un CONTRAT DE LICENCE PULSALYS, et tant que PULSALYS investit sur les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE, les FRAIS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE sont intégralement pris en charge par PULSALYS.

## Article 5 – REPARTITION DES REVENUS D'EXPLOITATION

5.1 Les CONTRATS D'EXPLOITATION portant sur les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE stipuleront que les licences verseront directement les REVENUS D'EXPLOITATION au MANDATAIRE, ou, le cas échéant, à PULSALYS.

5.2 Le MANDATAIRE répartira les REVENUS D'EXPLOITATION perçus de la manière suivante après remboursement aux PARTIES concernées des FRAIS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE qu'elles auraient engagés et qui n'auraient pas déjà fait l'objet d'un remboursement. Il est entendu que, conformément aux accords en vigueur entre le MANDATAIRE et PULSALYS, dès lors que PULSALYS s'est vu concéder un CONTRAT DE LICENCE PULSALYS, PULSALYS sera en charge de répartir la part des REVENUS D'EXPLOITATION revenant aux PARTIES:

a) Dans la limite du montant du traitement brut annuel des INVENTEURS soumis à retenue pour pension correspondant au 2ème chevron du groupe hors échelle D et prévue par l'article R. 611-14-1 du Code de la Propriété Intellectuelle/ et prévue par le Décret n° 96-858 du 2 octobre 1996 :

- 50 % (cinquante pour cent) pour les INVENTEURS soumis aux dispositions de l'article R611-14-1 précité, répartis au prorata de leur quote-part inventive par le MANDATAIRE en application de la Convention de site. Lorsque en application du 4.2.5, PULSALYS, se voit confier la mission de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION par le MANDATAIRE, PULSALYS reverse la part revenant aux INVENTEURS à la ou aux PARTIE(S) employeur(s) des INVENTEURS susmentionnés, pour reversement par la ou lesdites PARTIE(S) à leurs INVENTEURS respectifs.

- 25 % (vingt-cinq pour cent) pour le(s) LABORATOIRE(S) impliqué(s), à moins que les PARTIES n'en conviennent ensemble autrement, au cas par cas. Lorsque, en application du 4.2.5, PULSALYS se voit confier la mission de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION par le MANDATAIRE, PULSALYS reverse au MANDATAIRE la part revenant au LABORATOIRE pour reversement au(x)dit(s) LABORATOIRE(S).
- 20 % (vingt pour cent) pour le MANDATAIRE. Lorsque, en application du 4.2.5, PULSALYS se voit confier la mission de répartition des REVENUS D'EXPLOITATION par le MANDATAIRE, ces 20 % ne sont pas applicables.

- la somme restante sera répartie à parts égales entre les PARTIES.

Soit la répartition suivante :





pour X %X	XX	XX	XX	%XX		
	XX	XX	XX	%XX		
pour X %X	XX	XX	XX	%XX		
	XX	XX	XX	%XX		
	XX	XX	XX	%XX		

- les taux applicables tels que prévus à l'Article 5,  
- les sommes dues à chaque PARTIES, avec, le cas échéant, la part revenant aux INVENTEURS.

Au vu de cet état, chacune des autres PARTIES établira une facture détaillée indiquant le montant qui lui est dû par PULSALYS.

6.2 Les sommes dues par le MANDATAIRE ou PULSALYS devront être versées en euros, à la personne et à l'adresse bancaire indiquées ci-dessous :

- Pour le COPROPRIETAIRE 1: les paiements seront faits par virement bancaire dans les 60 (soixante) jours fin de mois suivant la date d'émission d'une facture à l'ordre de ..... Code Banque ..... Guichet ..... - Compte N° ..... - Clé ....

- Pour le COPROPRIETAIRE 2: les paiements seront faits par virement bancaire dans les 60 (soixante) jours fin de mois suivant la date d'émission d'une facture à l'ordre de ..... Code Banque ..... Guichet ..... - Compte N° ..... - Clé ....

- Pour le COPROPRIETAIRE 3: les paiements seront faits par virement bancaire dans les 60 (soixante) jours fin de mois suivant la date d'émission d'une facture à l'ordre de ..... Code Banque ..... Guichet ..... - Compte N° ..... - Clé ....

6.3 Les sommes dues par le MANDATAIRE ou, le cas échéant, PULSALYS aux autres PARTIES seront majorées des taxes légales en vigueur à la date de leur échéance, notamment de la T.V.A. si elle est applicable.

## Article 7 - CESSION

7.1 Chaque PARTIE pourra céder à tout moment sa QUOTE PART de propriété de tout ou partie des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE. La PARTIE cédante devra au préalable notifier les autres PARTIES de son intention de céder lesdits droits en indiquant le nom du cessionnaire potentiel, son adresse et les conditions financières de la cession, les autres PARTIES auront alors un droit de préemption pendant une période de 60 (soixante) jours à compter de la réception de ladite notification. A défaut d'exercice du droit de préemption dans ce délai, la PARTIE cédante pourra céder sa QUOTE PART au tiers cessionnaire, sous réserve des droits concédés à d'autres tiers.

Les autres PARTIES ne pourront refuser le tiers cessionnaire que si elles peuvent raisonnablement démontrer par écrit, dans un délai de 60 (soixante) jours à compter de la notification, qu'une cession avec un tel cessionnaire créerait un conflit sérieux avec leurs statuts, activités et/ou missions.

Les modalités de cession des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE à un tiers ne devront en aucun cas être plus favorables que celles proposées aux autres PARTIES.

7.2 Dans l'hypothèse d'une cession de QUOTE PART de tout ou partie des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE à un tiers, l'acte de cession devra stipuler que le cessionnaire se trouve subrogé à la PARTIE cédante dans l'ensemble des droits et obligations incombant à la PARTIE cédante du fait du CONTRAT DE COPROPRIETE, à l'exception du droit à être MANDATAIRE, si la PARTIE cédante est le MANDATAIRE. Le rôle de MANDATAIRE sera alors proposé en priorité aux PARTIES conservant leur QUOTE PART de propriété sur les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE.

7.3 La PARTIE cédante s'engage à fournir aux autres PARTIES et/ou au tiers cessionnaire toutes les signatures et documents nécessaires à la poursuite des procédures de propriété intellectuelle relatives aux BREVETS.

De plus, la PARTIE cédante s'engage à ce que les membres de son personnel cités comme INVENTEURS fournissent les signatures nécessaires et prennent les mesures nécessaires au dépôt

et au maintien en vigueur des BREVETS et plus généralement à toute procédure de propriété intellectuelle relative aux BREVETS.

## Article 8 - CONFIDENTIALITE

8.1 Chaque PARTIE s'engage à respecter et à maintenir strictement confidentielles toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES reçues d'une autre PARTIE.

8.2 Les PARTIES s'engagent à faire prendre le même engagement de confidentialité concernant les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES par leur personnel et toute personne attachée à leur service à quelque titre que ce soit.

8.3 Chaque PARTIE s'engage à ne pas déposer de demande de brevet ni à revendiquer tout autre titre de propriété intellectuelle incluant tout ou partie des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES reçues d'une autre PARTIE.

8.4 Les engagements de confidentialité liant les PARTIES du fait du CONTRAT DE COPROPRIETE ne s'appliquent pas à l'utilisation ou à la divulgation d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES pour lesquelles la PARTIE qui les reçoit peut démontrer :

a) qu'elles ont été divulguées après obtention préalable de l'autorisation de la PARTIE propriétaire, ou que la divulgation a été réalisée par la PARTIE propriétaire ;

b) qu'elles appartenaient au domaine public au moment de leur divulgation ou qu'elles ont été publiées ou mises à la disposition du public, de quelque manière que ce soit, sans action ou faute de la part de la PARTIE récipiendaire ;

c) qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite sans violation du CONTRAT DE COPROPRIETE ;

d) qu'à la date de leur communication par la PARTIE propriétaire, la PARTIE récipiendaire était déjà en possession de celles-ci ;

e) que leur divulgation a été imposée par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une sentence arbitrale.

Les exceptions précitées ne sont pas cumulatives.

8.5 Les PARTIES conviennent par le CONTRAT DE COPROPRIETE que toute divulgation à un tiers d'une quelconque INFORMATION CONFIDENTIELLE en relation avec les BREVETS/le LOGICIEL/le SAVOIR-FAIRE, notamment la divulgation à un licencié ou à un cessionnaire potentiel, sera précédée par la signature d'un accord de secret dont les modalités et les conditions seront similaires à celles du présent Article.

8.6 Le présent Article restera en vigueur pendant 5 (cinq) ans après l'expiration ou la résiliation anticipée du CONTRAT DE COPROPRIETE.

## Article 9 - CONTREFACON - VALIDITE DES BREVETS

9.1 En cas d'action en contrefaçon ou en nullité engagée par un tiers contre les BREVETS, de déclaration d'invalidité, ou de contrefaçon des BREVETS par un tiers, les PARTIES se concerteront afin de déterminer d'un commun accord la stratégie à tenir.

- 9.2 Dans le cas où un consensus ne pourrait être obtenu, chaque PARTIE pourra exercer seule et à ses propres frais les actions qui lui paraîtront opportunes, étant entendu que, dans ce cas, les indemnités résultant desdites actions allouées par la juridiction délibérante seront intégralement et irrévocablement la propriété de la PARTIE agissant.
- 9.3 La PARTIE n'ayant pas engagé d'action s'engage à fournir tous les documents, pouvoirs ou informations qui seraient nécessaires à la / aux PARTIE(S) engageant des poursuites pour les actions susvisées.

OU

#### Article 9 - CONTREFACON - VALIDITE DU LOGICIEL

- 9.1 En cas d'action en contrefacon engagée par un tiers contre le LOGICIEL, ou de contrefacon du LOGICIEL par un tiers, les PARTIES se concerteront afin de déterminer d'un commun accord la stratégie à tenir.

- 9.2 Dans le cas où un consensus ne pourrait être obtenu, chacune des PARTIES pourra exercer seule et à ses propres frais les actions qui lui paraîtront opportunes, étant entendu que, dans ce cas, les indemnités résultant desdites actions allouées par la juridiction délibérante seront intégralement et irrévocablement la propriété de la PARTIE agissante.

- 9.3 La PARTIE n'ayant pas engagé d'action s'engage à fournir tous les documents, pouvoirs ou informations qui seraient nécessaires à la PARTIE engageant des poursuites pour les actions susvisées.

OU

#### Article 9 - VIOLATION DU SAVOIR-FAIRE

- 9.1 En cas d'atteinte aux droits des PARTIES sur le SAVOIR-FAIRE ou de tout agissement commis par un tiers et mettant en cause la protection du SAVOIR-FAIRE, les PARTIES se concerteront afin de déterminer d'un commun accord la stratégie à tenir.

- 9.2 Dans le cas où un consensus ne pourrait être obtenu, chacune des PARTIES pourra exercer seule et à ses propres frais les actions qui lui paraîtront opportunes, étant entendu que, dans ce cas, les indemnités résultant desdites actions allouées par la juridiction délibérante seront intégralement et irrévocablement la propriété de la PARTIE agissante.

- 9.3 La PARTIE n'ayant pas engagé d'action s'engage à fournir tous les documents, pouvoirs ou informations qui seraient nécessaires à la PARTIE engageant des poursuites pour les actions susvisées.

#### Article 10 - RESILIATION

Le CONTRAT DE COPROPRIETE sera résilié de plein droit au cas où l'une des PARTIES deviendrait seule propriétaire de l'ensemble des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE ou en cas de cession ou d'abandon conjoint des BREVETS/du LOGICIEL/du SAVOIR-FAIRE.

#### Article 11 - TRANSFERT DU CONTRAT

Le CONTRAT DE COPROPRIETE est personnel, intransmissible, incessible et intransférable sous réserve des stipulations de l'Article 7 du CONTRAT DE COPROPRIETE.

Le fait pour l'une des PARTIES de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'une ou les autres PARTIES à l'une quelconque des obligations visées dans le CONTRAT DE COPROPRIETE ne saurait être interprété pour l'avenir comme valant renonciation à l'obligation en cause.

## Article 12 - RENONCIATION

## Article 13 - LOI APPLICABLE - LITIGES

13.1 Le CONTRAT DE COPROPRIETE est régi par les lois et règlements français.

13.2 En cas de difficulté sur l'interprétation ou lors de l'exécution du CONTRAT DE COPROPRIETE, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

13.3 En cas de désaccord persistant, de plus de 3 (trois) mois, à compter de la première notification concernant le différend, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.

13.4 Le présent Article demeurera en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation du CONTRAT DE COPROPRIETE.

## Article 14 - INTEGRALITE DU CONTRAT

Le CONTRAT DE COPROPRIETE exprime l'intégralité des obligations des PARTIES et ne pourra être modifié que par un accord écrit entre les PARTIES. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les PARTIES ne pourra s'intégrer au CONTRAT DE COPROPRIETE.

## Article 15 - INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du CONTRAT DE COPROPRIETE t étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement - et en particulier du droit de l'Union Européenne - ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée et les PARTIES procéderont sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du CONTRAT DE COPROPRIETE.

## Article 16 - TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistant.

**Article 17 - NOTIFICATIONS**

Toute notification requise au titre du CONTRAT DE COPROPRIETE sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception, à la PARTIE concernée à l'adresse suivante :

Pour le COPROPRIETAIRE 1 :

Pour le COPROPRIETAIRE 2 :

Pour le COPROPRIETAIRE 3 :

Fait en XX exemplaires originaux, dont un (1) pour chaque PARTIE et une (1) copie pour PULSALYS  
Signé à Lyon, le  
Signé à XXX, le

Madame Nathalie DOMPNIER  
Présidente de LYON 2

XXXXXXXXXXXXXXXXXX  
XXXXXXXXXXXXXXXXXX

Signé à XXX, le

XXXXXXXXXXXXXXXXXX



## **ANNEXE 5 : Activité de PRESTATIONS**



Référence	Prestations	Profs	Intervenants	Actions	livrable	Nb jours moyen (*)	Coût 2017 (€)
<b>Conseil &amp; Gestion en PI</b>							
CGP-1	<b>Démarches administratives PI :</b> Dépôt prioritaire / Extension PCT / Phases Nationales / Abandons / Annuités	Resp PI	* Gestionnaire PI * Assistante PI	- Suivi des délais - Sollicitations Copropriétaires / Inventeurs - Instructions gestionnaire ou CPI - Gestion des pouvoirs / déclarations - Mise à disposition / stockage des documents - Suivi factures	Avs de dépôts / extensions Avs d'abandon Contrat signé...	1 jour	450
CGP-2	<b>Juridique :</b> Règlement de copropriété / cessions de droits (rédaction)	Resp Juridique	* Gestionnaire PI * Juriste	Rédaction de contrats pour le compte de l'établissement gestionnaire	Contrat	1,5 jours	700
CGP-3	<b>Juridique :</b> Règlement de copropriété / cessions de droits (lectecture)	Resp Juridique	* Gestionnaire PI * Assistante PI * Juriste	Lectecture des contrats établis par l'établissement gestionnaire	Préconisation	0,75 jours	400
CGP-4	<b>Analyse et conseil en PI :</b> Dépôt prioritaire / Extension PCT / Phases Nationales / Abandons	Resp PI	* Ingénieur PI	- Pré-analyse PI (DI / rendez-vous chercheur) - Préconisations CDP/E - Analyse lettres officielles / examen - Conseil PI	Préconisations	1 jour	800
<b>Appui juridique PI / Contractualisation / Suivi d'exploitation</b>							
API-1	Appui à la Négociation (Règlement de copropriété et d'exploitation)	Resp Business	* Chargé de valorisation	Echanges Négociation industriel / termiheur / contrat	Contrat signé	3 jours	2300
API-2	Appui Juridique : Rédaction/ Négociation contrats	Resp Juridique	* Juridique	- Support juridique à la négociation - rédaction contrat - Support à la mise en place	Contrat	3,5 jours	1600
API-3	Suivi contrats d'exploitation	Resp PI	* Gestion PI	- Courriers - Éléments pour encaissement	Tracabilité et montants encaissés	1 jour	400
API-4	Surveillance partenaires industriels (hors contrat d'exploitation)	Resp PI	* Gestion PI	- relances des partenaires	Compte-rendu analyse / Préconisations	0,5 jours	200
API-5	Veille actualités partenaires industriels	Resp Mkt&veille	* Ressources veille/marketing	- veille continue actualités du partenaire industriel (web, media...)	Newletter trimestrielle "Actualités partenaire"	Sur devis	
<b>Autres expertises :</b>							
EXP-1	Expertise juridique (ex: validation clauses PI contrat colab)	Resp Juridique	* Juridique	Demandes spécifiques	Conseil	Sur devis	
EXP-PI	Expertise PI	Resp PI	* Ingénieur PI	Demandes spécifiques	Conseil	Sur devis	

Reference	Prestations	Page	Interests	Actions	Livrable	Nombre moyen (*)	Cote 2017 (*)
<b>Sensibilisation</b>							
SENSI-1	Sensibilisation des chercheurs à la valorisation	Resp. Detections & Sensibilisations	* Expertises métiers	- propriété industrielle et droit d'auteur - création d'entreprise innovante	Présentation	2h	550
SENSI-2	Sensibilisation approfondie à la valorisation	Resp. Detections & Sensibilisations	* Expertises métiers	- propriété industrielle et droit d'auteur - création d'entreprise innovante	Présentation	1/2 j	950
SENSI-3	Evénement à la carte	Resp. Detections & Sensibilisations	* Expertises métiers	- Conférences par experts, ateliers... - Détection ciblée dans les laboratoires	Evénement Diagnostic projets	Sur devis	
<b>Cartographies</b>							
CARTO-1	Cartographie des compétences d'un laboratoire / établissement	Resp. Mkg&veille	* Ressources veille/marketing	- Recherche bibliographique (publications, brevets...)	Cartographie	Sur devis	
CARTO-2	Cartographie des équipements, collections et bases de données d'un laboratoire / établissement	Resp. Mkg&veille	* Ressources veille/marketing	- Entretiens avec les responsables d'équipe - Inventaire terrain des matériels, collections et bases de données ciblées et étiquetage	Cartographie	Sur devis	
CARTO-3	Cartographie des laboratoires sur une thématique	Resp. Mkg&veille	* Ressources veille/marketing	- Recherche bibliographique (publications, brevets...) - Analyse SWOT	Cartographie Recommandation	Sur devis	
CARTO-4	Recherche d'informations sur des applications potentielles d'une technologie, collection ou base de données	Resp. Mkg&veille	* Ressources veille/marketing	- Etudes sectorielles - Analyse SWOT	Cartographie Recommandation	Sur devis	

(\*) : un dépassement de forfait doit être validé avec le client

Extrait de l'article 2.1 de l'Appel à Projets mentionnant les catégories de PRESTATIONS pouvant être proposée par PULSALYS :

- Les activités relevant de prestations de services sont les suivantes :
- détecter, dans le cadre de prestations de services, des innovations, dont des inventions, ayant un potentiel de valorisation ;
  - détecter, notamment dans le cadre de prestations de services, les besoins des entreprises ;
  - gérer, dans le cadre de prestations de services, des portefeuilles de droits de propriété intellectuelle (dépôt, entretien et défense de titres, licensing) ;
  - exercer des activités d'appui à la négociation de contrats relatifs à des projets de recherche avec des entreprises ;
  - sensibiliser des personnels et étudiants à l'innovation notamment la propriété intellectuelle ;
  - promouvoir et réaliser des actions de veille, de cartographie de l'offre de recherche et de plates-formes technologiques, et détection de partenaires ;
  - optionnellement : gestion de contrats de recherche, gestion contractuelle de plateaux techniques ou de plates-formes technologiques, financement et accompagnement de l'incubation de d'entreprises innovantes provenant de ou liées à la recherche publique, après intégration de structures d'incubation existantes financées sur fonds publics, sensibilisation des personnels et étudiants à l'entrepreneuriat, etc.